



AG2R LA MONDIALE

Santé

Régimes conventionnel  
obligatoire et  
surcomplémentaire  
facultatif

## Notice d'information

CCN des Entreprises Artisanales de la Boulangerie  
et Boulangerie-Pâtisserie [Brochure n° 3117]

Salariés - Garanties au 1<sup>er</sup> janvier 2020



# Sommaire

5	Les signataires de l'accord	22	Votre régime facultatif
6	Présentation		
7	Votre régime obligatoire		
7	<b>Régime conventionnel</b>		
7	Quel est l'objet du régime ?	22	Quel est l'objet du régime ?
7	Quel est le personnel concerné ?	22	Comment souscrire ?
7	Comment bénéficiaire du régime ?	22	Quels sont les actes et frais garantis ?
8	Quels sont les actes et frais garantis ?	23	Votre régime facultatif
9	Vos garanties	29	Quand débutent les garanties ?
18	Quand débutent les garanties ?	29	Durée de l'affiliation
18	Quand cessent-elles ?	29	Quand cessent-elles ?
18	Peuvent-elles être maintenues ?	29	Peut-on changer d'option ?
21	Cotisations	29	Cotisations
		29	Indexation
		30	Adhésion à distance
		31	Adhésion suite au démarchage de l'assuré

## 33 Dispositions générales

- 33 Exclusions
- 34 Limites des garanties
- 35 Plafond des remboursements
- 35 Prescription des actions
- 35 Recours contre les tiers responsables
- 35 Territorialité
- 36 Réclamations - Médiation
- 36 Protection des données à caractère personnel
- 37 Autorité de contrôle

## 38 Modalités de gestion

- 38 Comment s'effectuent vos remboursements ?
- 39 Tiers payant
- 40 Accords de prise en charge
- 41 Quelques informations utiles
- 42 Qu'est-ce que le 100 % santé ?

## 45 Pour tout renseignement

- 45 Site internet

## 46 Mes services

- 46 Découvrez notre application mobile « ma santé »
- 47 Découvrez notre application mobile « service client »

## 48 Une politique de prévention ambitieuse pour mieux vous protéger

- 48 Agir pour votre santé bucco-dentaire
- 49 Agir contre les allergies respiratoires
- 49 Maternité et prévention précoce
- 50 Détection de l'hypertension artérielle
- 51 Prévention du diabète de type 2

## 52 Priorité aux métiers de la boulangerie

- 52 Service de conseil et d'accompagnement à la personne
- 52 Un service qui vous simplifie la vie !

## 53 Confronté à la maladie, bénéficiez d'un second avis médical

- 53 Seakmed

## 55 Le fonds d'action sociale salariés

# Les signataires de l'accord



La Confédération Nationale de la Boulangerie et de la Boulangerie-Pâtisserie



La Fédération nationale Agroalimentaire et forestière CGT



La Fédération générale Agroalimentaire CFDT



La Fédération CFTC des Commerces, des services et de la force de vente



La Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des services connexes Force ouvrière



La Fédération nationale Agro-alimentaire CFE-CGC

# Présentation

Les partenaires sociaux de la Convention collective nationale des Entreprises Artisanales de la Boulangerie et Boulangerie-Pâtisserie (brochure n° 3117) dont relève votre entreprise ont accordé leur confiance à AG2R Prévoyance (dénommée « l'organisme assureur » dans la présente notice), membre d'AG2R LA MONDIALE, comme assureur et gestionnaire de vos garanties frais de santé.

Les garanties comprennent :

- un régime **conventionnel obligatoire** ;
- un régime **surcomplémentaire facultatif (2 options au choix)** qui vous permet d'améliorer le remboursement des frais garantis par le régime conventionnel.

Afin de bénéficier du régime surcomplémentaire, votre affiliation au régime conventionnel est indispensable.

La notice d'information est réalisée pour vous aider à mieux comprendre le fonctionnement des garanties souscrites. Elle s'applique à compter du **1<sup>er</sup> janvier 2020**.

Les garanties complémentaires sont établies sur la base de la législation en vigueur et pourront être révisées en cas de changement des textes.

# Votre régime obligatoire

## Régime conventionnel

### Quel est l'objet du régime ?

Vous faire bénéficier d'une complémentaire santé prise en charge en partie par votre entreprise.

Ce régime frais de santé complète les remboursements de la Sécurité sociale en cas de frais médicaux, chirurgicaux, d'hospitalisation, dans la limite des frais réellement engagés par les bénéficiaires.

### Modification de situation

En cas de modification (changement d'adresse, coordonnées bancaires, ...) informez-en votre centre de gestion en utilisant la fiche de correspondance disponible sur demande ou sur le site : <https://www.ag2rmondiale.fr/conventions-collectives-nationales/ccn-boulangerie-artisanale>

### Quel est le personnel concerné ?

Vous-même, lié par un contrat de travail, quelle qu'en soit la forme, à une entreprise ou un établissement relevant du champ d'application de la Convention collective nationale des Entreprises Artisanales de la Boulangerie et Boulangerie-Pâtisserie.



### Comment bénéficier du régime ?

Complétez le bulletin d'affiliation au régime conventionnel obligatoire frais de santé puis remettez-le à votre employeur, accompagné des pièces justificatives demandées (photocopie de l'attestation de la carte Vitale, relevé d'identité bancaire, ...).

Le bulletin est disponible sur <https://www.ag2rmondiale.fr/conventions-collectives-nationales/ccn-boulangerie-artisanale> mais votre employeur peut aussi vous affilier par téléphone au : 0 970 828 355 (appel non surtaxé)

## Quels sont les actes et frais garantis ?

Tous les actes et frais courants sur la période de garantie ayant fait l'objet d'un remboursement et d'un décompte individualisé du régime de base de Sécurité sociale au titre de la législation « maladie », « accidents du travail/maladies professionnelles » et « maternité » ainsi que les actes et frais non pris en charge par ce dernier, expressément mentionnés au résumé des garanties.

La garantie maternité n'intervient que pendant la période au cours de laquelle vous recevez des prestations en nature de la Sécurité sociale au titre du risque maternité.

Les garanties couvrent la prise en charge de la participation forfaitaire de 18 euros acquittée par le bénéficiaire en cas de réalisation d'un acte coûteux, prévue au I de l'article R.322-8 du Code de la Sécurité sociale.

La participation de l'organisme assureur ne peut en aucun cas dépasser la totalité des frais laissés à charge de l'assuré après remboursement de la Sécurité sociale et de tout autre éventuel contrat complémentaire frais de santé.





## Vos garanties

Les prestations s'entendent y compris la part Sécurité sociale.

Les prestations exprimées sous forme de forfait ou de crédit s'entendent par bénéficiaire.

Les prestations s'entendent pour le secteur conventionné comme pour le secteur non conventionné.

### Abréviations :

BR = base de remboursement retenue par l'assurance maladie obligatoire pour déterminer le montant de remboursement.

CCAM = classification commune des actes médicaux.

D. P. T. M. = dispositif de pratique tarifaire maîtrisée, à savoir : OPTAM = option pratique tarifaire maîtrisée. OPTAM CO = option pratique tarifaire maîtrisée pour les chirurgiens et les obstétriciens.

FR = frais réels engagés par le bénéficiaire.

HLF = honoraires limites de facturation, fixés selon la réglementation en vigueur à la date des soins.

PLV = prix limites de vente fixés selon la réglementation en vigueur à la date des soins.

PMSS = plafond mensuel de la Sécurité sociale (vous pouvez retrouver la valeur du PMSS à l'adresse internet : <https://www.ameli.fr/entreprise/demarches/montants-referenc/plafond-securite-sociale>).

RSS = remboursement Sécurité sociale = montant remboursé par l'assurance maladie obligatoire et calculé par application du taux de remboursement légal en vigueur à la base de remboursement.

TM = ticket modérateur soit partie de la base de remboursement non prise en charge par l'assurance maladie obligatoire (TM = BR - RSS).

€ = Euro.

## Hospitalisation

Postes	Niveaux d'indemnisation
<b>Hospitalisation médicale, chirurgicale et maternité</b>	
Frais de séjour	250 % de la BR
Forfait journalier hospitalier	100 % des FR limité au forfait réglementaire en vigueur
Honoraires	
– Actes de chirurgie (ADC), actes d'anesthésie (ADA), actes techniques médicaux (ATM), autres honoraires	
• Pour les médecins adhérents à un D. P. T. M.	300 % de la BR
• Pour les médecins non adhérents à un D. P. T. M.	200 % de la BR
Chambre particulière	90 € par jour
Frais d'accompagnement d'un enfant à charge de – 16 ans	35 € par jour

## Transport

Postes	Niveaux d'indemnisation
<b>Transport remboursé par la Sécurité sociale</b>	100 % de la BR

## Soins courants

Postes	Niveaux d'indemnisation
<b>Honoraires médicaux</b>	
Remboursés par la Sécurité sociale	
– Généralistes (consultations , visites)	
• Pour les médecins adhérents à un D . P . T . M .	300 % de la BR
• Pour les médecins non adhérents à un D . P . T . M .	200 % de la BR
– Spécialistes (consultations , visites)	
• Pour les médecins adhérents à un D . P . T . M .	300 % de la BR
• Pour les médecins non adhérents à un D . P . T . M .	200 % de la BR
– Actes de chirurgie (ADC) , actes techniques médicaux (ATM)	
• Pour les médecins adhérents à un D . P . T . M .	300 % de la BR
• Pour les médecins non adhérents à un D . P . T . M .	200 % de la BR
– Actes d'imagerie médicale (ADI) , actes d'échographie (ADE)	
• Pour les médecins adhérents à un D . P . T . M .	170 % de la BR
• Pour les médecins non adhérents à un D . P . T . M .	150 % de la BR
<b>Honoraires paramédicaux</b>	
Auxiliaires médicaux (actes remboursés par la Sécurité sociale)	110 % de la BR
<b>Analyses et examens de laboratoire</b>	
Analyses et examens de biologie médicale , remboursés par la Sécurité sociale	110 % de la BR
<b>Médicaments</b>	
Remboursés par la Sécurité sociale	100 % de la BR
<b>Pharmacie (hors médicaments)</b>	
Remboursée par la Sécurité sociale	100 % de la BR
<b>Pack Bien-être</b>	
– Acupuncture , chiropractie , ostéopathie , diététique , psychologie , podologie (si consultations pratiquées par un professionnel de santé recensé au répertoire ADELI ou exerçant dans un établissement recensé au répertoire FINESS) .	Crédit de 180 € par année civile
– Sevrage tabagique .	
– Vaccins contre la grippe et autres vaccins prescrits .	
– Contraception prescrite .	

Postes	Niveaux d'indemnisation
<b>Matériel médical</b>	
Orthopédie, autres prothèses et appareillages remboursés par la Sécurité sociale (hors auditives, dentaires et d'optique)	100 % de la BR + crédit de 800 € par année civile
Achat véhicule pour personne handicapée physique	100 % de la BR + crédit de 1400 € par année civile
<b>Actes de prévention remboursés par la Sécurité sociale</b>	
Actes de prévention définis par la réglementation	100 % de la BR

## Aides auditives

Postes	Niveaux d'indemnisation
<b>Jusqu'au 31/12/2020</b>	
<b>Aides auditives remboursées par la Sécurité sociale</b>	
Aides auditives	100 % de la BR + crédit de 2900 € sur 2 années consécutives
Piles, et autres accessoires et consommables remboursés par la Sécurité sociale <sup>(1)</sup>	100 % de la BR
<b>À compter du 01/01/2021</b>	
<b>Équipements 100 % Santé<sup>(2)</sup></b>	
Aides auditives pour les personnes au-delà de leur 20 <sup>e</sup> anniversaire et pour les personnes jusqu'au 20 <sup>e</sup> anniversaire ou les personnes atteintes de cécité (entendue comme une acuité visuelle inférieure à 1/20 <sup>e</sup> après correction) <sup>(3)</sup>	RSS + 100% des frais restant à charge après intervention de la Sécurité Sociale dans la limite des PLV
<b>Équipements libres<sup>(4)</sup></b>	
Aides auditives pour les personnes au-delà de leur 20 <sup>e</sup> anniversaire <sup>(3)</sup>	100 % de la BR + 1 300 €
Aides auditives pour les personnes jusqu'au 20 <sup>e</sup> anniversaire ou les personnes atteintes de cécité (entendue comme une acuité visuelle inférieure à 1/20 <sup>e</sup> après correction) <sup>(3)</sup>	100 % de la BR + 300 €
Piles et autres accessoires et consommables remboursés par la Sécurité sociale <sup>(1)</sup>	100 % de la BR

(1) Pour les piles, la garantie s'applique dans la limite du nombre annuel de paquets, fixé par l'arrêté du 14/11/2018.

(2) Équipements de Classe I, tels que définis réglementairement.

(3) La garantie s'applique aux frais exposés pour l'acquisition d'une aide auditive par oreille, par période de 4 ans suivant la date de délivrance de l'aide auditive précédente (ce délai s'entend pour chaque oreille indépendamment).

(4) Équipement de Classe II tels que définis réglementairement. S'agissant des aides auditives comprises dans l'équipement libre (classe II), la garantie couvre dans tous les cas, le montant minimal de prise en charge fixé par la réglementation en vigueur, relative au « contrat responsable ». La prise en charge dans le cadre du présent régime s'effectue par ailleurs dans la limite du plafond de remboursement prévu par cette même réglementation (1 700 € RSS inclus au 01/01/2021).

## Dentaire

Postes	Niveaux d'indemnisation
<b>Soins et prothèses 100 % Santé <sup>(1)</sup></b>	
Inlay core	RSS + 100% des frais restant à charge après intervention de la Sécurité Sociale dans la limite des HLF
Autres soins prothétiques et prothèses dentaires	RSS + 100% des frais restant à charge après intervention de la Sécurité Sociale dans la limite des PLV
<b>Prothèses</b>	
<b>Panier maîtrisé <sup>(2)</sup></b>	
- Inlay , onlay	450 % de la BR dans la limite des HLF
- Inlay core	450 % de la BR dans la limite des HLF
- Autres soins prothétiques et prothèses dentaires	480 % de la BR dans la limite des HLF
<b>Panier libre <sup>(3)</sup></b>	
- Inlay , onlay	450 % de la BR
- Inlay core	450 % de la BR
- Autres soins prothétiques et prothèses dentaires	480 % de la BR
<b>Soins</b>	
Soins dentaires conservateurs , chirurgicaux ou de prévention	100 % de la BR
<b>Autres actes dentaires remboursés par la Sécurité sociale</b>	
Orthodontie	350 % de la BR
<b>Actes dentaires non remboursés par la Sécurité sociale</b>	
Soins prothétiques et prothèses dentaires , pour des actes codés dans la CCAM et ayant une base de remboursement Sécurité sociale	400 % de la BR
Parodontologie	Crédit de 320 € par année civile
Implants dentaires y compris piliers implantaires (la garantie « implantologie » comprend la pose d'un implant à l'exclusion de tout acte annexe : scanner , couronne)	Forfait de 1 500 € par implant , limité à 3 implants par année civile
Orthodontie	350 % de la BR

(1) Soins prothétiques et prothèses dentaires relevant du panier 100 % Santé , tels que définis réglementairement .

(2) Soins prothétiques et prothèses dentaires relevant du panier maîtrisé , tels que définis réglementairement .

(3) Soins prothétiques et prothèses dentaires relevant du panier libre , tels que définis réglementairement .

## Optique

Postes	Niveaux d'indemnisation
<b>Équipements 100 % Santé <sup>(1)</sup></b>	
Monture de Classe A : adulte et enfants de 16 ans et + <sup>(2)</sup>	
Monture de Classe A : enfants de - 16 ans <sup>(2)</sup>	RSS + 100% des frais restant à charge après intervention de la Sécurité Sociale dans la limite des PLV
Verres de Classe A : adulte et enfants de 16 ans et + <sup>(2)</sup>	
Verres de Classe A : enfants de - 16 ans <sup>(2)</sup>	
Prestations d'appairage pour des verres de Classe A d'indices de réfraction différents (tous niveaux)	RSS + 100% des frais restant à charge après intervention de la Sécurité Sociale dans la limite des PLV
Supplément pour verres avec filtres de Classe A	RSS + 100% des frais restant à charge après intervention de la Sécurité Sociale dans la limite des PLV
<b>Équipements libres <sup>(3)</sup></b>	
Monture de Classe B : adulte et enfants de 16 ans et + <sup>(2)</sup>	100 €
Monture de Classe B : enfants de - 16 ans <sup>(2)</sup>	100 €
Verres de Classe B : adulte et enfants de 16 ans et + <sup>(2)</sup>	Montants indiqués dans la grille optique ci-après
Verres de Classe B : enfants de - 16 ans <sup>(2)</sup>	
<b>Prestations supplémentaires portant sur un équipement d'optique de Classe A ou B</b>	
Prestation d'adaptation de la prescription médicale de verres correcteurs après réalisation d'un examen de la réfraction , en cas de renouvellement par l'opticien-lunetier d'une ordonnance pour des verres de Classe A ou B	100 % de la BR dans la limite des PLV
Supplément pour verres avec filtres de Classe B	100 % de la BR dans la limite des PLV
Autres suppléments pour verres de Classe A ou B (prisme / système antiptosis / verres iséiconiques)	100 % de la BR
<b>Autres dispositifs médicaux d'optique</b>	
Lentilles acceptées par la Sécurité sociale	100 % de la BR + crédit de 200 € par année civile
Lentilles refusées par la Sécurité sociale (y compris jetables)	Crédit de 200 € par année civile
Chirurgie réfractive (Myopie , hypermétropie , astigmatisme , presbytie)	Crédit de 1 100 € par œil et par année civile

(1) Équipements de Classe A et prestations supplémentaires portant sur l'équipement de Classe A , pris en charge dans le cadre du 100 % santé , tels que définis réglementairement.  
Panachage des verres et monture : un équipement peut être composé de deux verres d'une part , et d'une monture d'autre part , appartenant à des classes (A ou B) différentes .

## (2) Conditions de renouvellement

La garantie s'applique aux frais exposés pour l'acquisition d'un équipement optique (composé de deux verres et d'une monture) dans les conditions de renouvellement fixées par l'arrêté du 03/12/2018 modifiant la prise en charge d'optique médicale de la Liste des Produits et Prestations (LPP) prévue à l'article L. 165-1 du Code de la Sécurité sociale, et rappelées ci-après.

- Pour les adultes et pour les enfants de 16 ans et plus, le renouvellement de la prise en charge d'un équipement est possible au terme d'une période minimale de deux ans après la dernière prise en charge d'un équipement.
- Pour les enfants de plus de 6 ans et de moins de 16 ans, le renouvellement de la prise en charge d'un équipement est possible au terme d'une période minimale d'un an après le dernier remboursement d'un équipement.
- Pour les enfants jusqu'à 6 ans, le renouvellement de la prise en charge d'un équipement est possible au terme d'une période minimale de 6 mois après le dernier remboursement d'un équipement uniquement en cas de mauvaise adaptation de la monture à la morphologie du visage de l'enfant entraînant une perte d'efficacité du verre correcteur. Dans les autres cas, le délai d'un an mentionné à l'alinéa précédent s'applique. Les différents délais s'entendent par rapport à la date de délivrance du dernier dispositif concerné pour l'application du délai.

Les différents délais sont également applicables pour le renouvellement séparé des éléments de l'équipement, et dans ce cas, le délai de renouvellement s'apprécie distinctement pour chaque élément.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, le renouvellement anticipé de la prise en charge pour raison médicale d'un équipement pour les adultes et enfants d'au moins 16 ans est permis au terme d'une période minimale d'un an lorsqu'intervient une dégradation des performances oculaires dans au moins l'une des situations suivantes :

- variations de la sphère ou du cylindre d'au moins 0,5 dioptrie d'un verre, ou d'au moins 0,25 dioptrie pour chacun des deux verres ;
- variation d'au moins 0,5 dioptrie de l'addition (pour un verre), ou d'au moins 0,25 dioptrie pour chacun des deux verres en cas de presbytie et en l'absence de variation de la vision de loin ;
- somme des variations (en valeur absolue) de loin et de près d'au moins 0,5 dioptrie (pour un verre), en cas de presbytie et en présence de variation de la vision de loin ;
- variation de l'axe du cylindre de plus de 20° pour un cylindre (+) inférieur ou égal à 1,00 dioptrie ;
- variation de l'axe du cylindre de plus de 10° pour un cylindre (+) de 1,25 à 4,00 dioptries ;
- variation de l'axe du cylindre de plus de 5° pour un cylindre (+) > 4,00 dioptries.

La justification d'une évolution de la vue (dans les limites rappelées ci-dessus) doit être effectuée soit au travers d'une nouvelle prescription médicale, qui est comparée à la prescription médicale précédente, soit selon les dispositions de l'article D. 4362-12-1 du Code de la santé publique lorsque l'opticien-lunetier adapte la prescription médicale lors d'un renouvellement de délivrance.

Par dérogation également, pour les enfants de -16 ans, aucun délai de renouvellement minimal des verres n'est applicable lorsqu'intervient une dégradation des performances oculaires objectivée par un ophtalmologiste sur une prescription médicale.

Par dérogation enfin, aucun délai de renouvellement minimal des verres n'est applicable en cas d'évolution de la réfraction liée à des situations médicales particulières précisées par la liste fixée ci-après et sous réserve d'une nouvelle prescription médicale ophtalmologique :

- les troubles de réfraction associés à une pathologie ophtalmologique :
  - glaucome ;
  - hypertension intraoculaire isolée ;
  - DMLA et atteintes maculaires évolutives ;
  - rétinopathie diabétique ;
  - opération de la cataracte datant de moins de 1 an ;
  - cataracte évolutive à composante réfractive ;
  - tumeurs oculaires et palpébrales ;
  - antécédents de chirurgie réfractive datant de moins de 6 mois ;
  - antécédents de traumatisme de l'œil sévère datant de moins de 1 an ;
  - greffe de cornée datant de moins de 1 an ;
  - kératocône évolutif ;
  - kératopathies évolutives ;
  - dystrophie cornéenne ;
  - amblyopie ;
  - diplopie récente ou évolutive ;
- les troubles de réfraction associés à une pathologie générale :
  - diabète ;
  - maladies auto-immunes (notamment Basedow, sclérose en plaques, polyarthrite rhumatoïde, lupus, spondylarthrite ankylosante) ;
  - hypertension artérielle mal contrôlée ;
  - sida ;
  - affections neurologiques à composante oculaire ;
  - cancers primitifs de l'œil ou autres cancers pouvant être associés à une localisation oculaire secondaire ou à un syndrome paranéoplasique ;
- les troubles de réfraction associés à la prise de médicaments au long cours :
  - corticoïdes ;
  - antipaludéens de synthèse ;
  - tout autre médicament qui, pris au long cours, peut entraîner des complications oculaires.

La mention par l'ophtalmologiste sur l'ordonnance de ces cas particuliers est indispensable à la prise en charge dérogatoire.

La prise en charge de deux équipements est autorisée uniquement pour les patients ayant :

- une intolérance ou une contre-indication aux verres progressifs ou multifocaux, et présentant un déficit de vision de près et un déficit de vision de loin. La prise en charge peut couvrir deux équipements corrigeant chacun un des deux déficits mentionnés.
- une amblyopie et / ou un strabisme nécessitant une pénalisation optique. Pour ces patients, la prise en charge peut couvrir deux équipements de corrections différentes à porter en alternance.

(3) Équipements de Classe B, tels que définis réglementairement.

Panachage des verres et monture : un équipement peut être composé de deux verres d'une part, et d'une monture d'autre part, appartenant à des classes (A ou B) différentes.

## Grille Optique

Les montants indiqués dans la grille optique s'entendent y compris la part Sécurité sociale.

Verres unifocaux / multifocaux / progressifs	Avec / Sans Cylindre	SPH = sphère CYL = cylindre (+) S = SPH + CYL	Remboursement par verre	
			Adulte et Enfant de 16 ans et +	Enfant de - 16 ans
<b>Unifocaux</b>				
	Sphériques	SPH de - 6 à + 6 <sup>(1)</sup>	90 €	90 €
		SPH < à -6 ou > à + 6	175 €	175 €
	Sphéro cylindriques	SPH de - 6 à 0 et CYL ≤ + 4	90 €	90 €
		SPH > 0 et S ≤ + 6	90 €	90 €
		SPH > 0 et S > + 6	175 €	175 €
		SPH < - 6 et CYL ≥ + 0,25	175 €	175 €
		SPH de - 6 à 0 et CYL > + 4	175 €	175 €
<b>Multifocaux et progressifs</b>				
	Sphériques	SPH de - 4 à + 4	300 €	300 €
		SPH < à -4 ou > à + 4	350 €	310 €
	Sphéro cylindriques	SPH de - 8 à 0 et CYL ≤ + 4	300 €	300 €
		SPH > 0 et S ≤ + 8	300 €	300 €
		SPH de - 8 à 0 et CYL > + 4	350 €	300 €
		SPH > 0 et S > + 8	350 €	310 €
		SPH < - 8 et CYL ≥ + 0,25	350 €	310 €

(1) Le verre neutre est compris dans cette classe.

## Autres frais

Postes	Niveaux d'indemnisation
<b>Cures thermales remboursées par la Sécurité sociale</b>	
Frais de traitement et honoraires	100 % de la BR
Frais de voyage et hébergement	350 € limité à une intervention par année civile
<b>Forfait maternité</b>	
Naissance ou adoption d'un enfant déclaré	530 €
<b>Maternité et prévention précoce</b>	
Consultation pré-conceptionnelle (rencontre du couple avec un professionnel de santé gynécologue, sage-femme, médecin généraliste) (recommandation de la Haute Autorité de la santé 2009)	Prise en charge de la consultation à hauteur maximale de 60 € et dans le respect des limites imposées par la réglementation en vigueur relative au « contrat responsable »
Grossesse et suivi d'accouchement : entretien hygiéno-diététique auprès d'un(e) diététicien(ne)	50 € Accompagnement d'une action de prévention et de sensibilisation
Accompagnement allaitement dans la durée : 3 consultations d'allaitement à domicile de sages-femmes dans les 6 premiers mois du bébé. (L'OMS et l'UNICEF recommandent l'allaitement exclusif jusqu'à 6 mois puis en complément d'une alimentation diversifiée jusqu'à 2 ans).	27 € par consultation Accompagnement d'une action de prévention et de sensibilisation
<b>Fécondation in vitro</b>	
Fécondation in vitro	Crédit de 500 € par année civile
<b>Garantie assistance hospitalisation : incluse (voir notice spécifique)</b>	

Les garanties du régime couvrent la prise en charge de la participation forfaitaire acquittée par le bénéficiaire en cas de réalisation d'un acte coûteux (qualifiée de forfait sur les actes dits « lourds ») prévue au I de l'article R.160-16 du Code de la Sécurité sociale.



## Garanties solidaires

Postes	Niveaux d'indemnisation
Solidarité intergénérationnelle pour les anciens salariés (licenciés, retraités)	Maintien du régime frais de santé avec une cotisation définie dans le respect de la réglementation en vigueur
Salarié en arrêt de travail de plus de 6 mois	Maintien du régime frais de santé gratuitement jusqu'à la reprise du travail ou fin du contrat
Couverture du régime frais de santé au minimum pendant 3 mois	Tout salarié, quelles que soient la nature et la durée de son contrat de travail bénéficie de la couverture du régime frais de santé au minimum pendant 3 mois hors période de portabilité
Fonds d'action sociale santé professionnel	Aides financières pour faire face à des situations exceptionnelles ou graves (accidents, hospitalisation longue, dépassements d'honoraires élevés, longue maladie, cancers)
Garantie portabilité	Mutualisation dans le régime frais de santé de l'obligation de l'entreprise
Ayant(s) droit de salarié décédé	Maintien ou mise en place gratuite du régime frais de santé pendant 12 mois
Accès à une plateforme téléphonique dédiée à la profession	Service d'information et de prévention des difficultés des salariés et des chefs d'entreprise de la profession

## Prévention

Postes	Niveaux d'indemnisation
<b>Campagnes nationales de prévention définies par la Commission paritaire nationale pour 2020-2021</b>	
Campagne nationale de prévention bucco-dentaire auprès de tous les salariés en 2020- 2021	<ul style="list-style-type: none"><li>- Prise en charge de l'examen de prévention bucco-dentaire : 30 €</li><li>- Prise en charge de radios si nécessaire (8 € / radio dans la limite de 4 par année civile)</li></ul>
Prévention bucco-dentaire : <ul style="list-style-type: none"><li>- Information</li><li>- Dépistage dans les CFA</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Outils de sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire (vidéo et module pédagogique)</li><li>- Intervention de dentistes pour action de sensibilisation et dépistage bucco-dentaire dans plus de 150 Centres de Formations d'Apprentis auprès d'environ 6000 apprentis pour les années scolaires 2019-2020 et 2020-2021</li></ul>
Prévention du diabète de type II	Suite à l'enquête épidémiologique de 2014-2015, pérennisation de l'Auto questionnaire et de la Vidéo de sensibilisation
Prévention de l'allergie à la farine : <ul style="list-style-type: none"><li>- Information sur l'hygiène respiratoire</li><li>- Dépistage dans les CFA</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Vidéos de sensibilisation à l'hygiène respiratoire</li><li>- Intervention de médecins ou d'infirmières pour action de sensibilisation et dépistage sur l'hygiène respiratoire dans plus de 150 Centres de Formations d'Apprentis auprès d'environ 6000 apprentis pour les années scolaires 2019-2020 et 2020-2021</li></ul>
Accès à un comité d'experts hospitalo-universitaires	Maladies graves, situation de santé complexe : ce comité analyse la situation puis organise la délivrance d'un second avis médical auprès d'expert

## Quand débutent les garanties ?

- À la date d'effet du contrat d'adhésion de votre entreprise si vous êtes présent à l'effectif ;
- à la date de votre embauche si celle-ci est postérieure à la date d'effet du contrat d'adhésion.

## Quand cessent-elles ?

- Au dernier jour du mois au cours duquel prend fin votre contrat de travail ;
- ou, en cas de maintien des droits au titre des paragraphes « En cas de rupture ou fin de contrat de travail : la portabilité des droits » et « Maintien des garanties hors dispositif de portabilité des droits » ;
- le dernier jour du mois au cours duquel le bénéficiaire cesse d'être garanti ;
- à la date de résiliation du contrat d'adhésion.

Les garanties peuvent être suspendues en cas de non-paiement des cotisations par l'employeur.

Tout paiement versé indûment après la date de cessation des garanties devra être remboursé sans délai par vos soins.

### Contrat collectif obligatoire

Le contrat d'adhésion souscrit par votre employeur auprès d'AG2R Prévoyance est un contrat collectif obligatoire ; en conséquence, aucun salarié ne peut résilier son affiliation à titre individuel et de son propre fait.

## Peuvent-elles être maintenues ? En cas de suspension du contrat de travail

### Avec indemnisation

Les garanties sont suspendues pour le salarié pendant la période de suspension de son contrat de travail, sauf lorsque le

salarié est en congé maladie, accident de travail / accident de trajet, maladies professionnelles et maternité / adoption.

### Sans indemnisation

Pendant les périodes de congés sans solde légaux visées par le Code du travail ou conventionnelles, le salarié peut demander, à titre individuel, à continuer à bénéficier du régime conventionnel obligatoire pendant la durée du congé. La totalité de la cotisation est à la charge exclusive du salarié.

La cotisation est prélevée mensuellement à terme échu directement sur son compte bancaire. Lorsque le salarié débute son congé en cours de mois, la première cotisation due est celle du mois suivant le début du congé.

Lorsque le salarié termine son congé en cours de mois et qu'il reprend le travail, la dernière cotisation due est celle du mois précédent la fin du congé.

Le maintien facultatif des garanties prend fin dans les cas suivants :

- à la date de fin d'effet du congé ;
- en cas de rupture du contrat de travail du salarié.

Lorsque le salarié n'a pas choisi de maintenir ses garanties pendant son congé, le droit à garanties reprend dès sa reprise de travail.

### Au profit des salariés relevant de la législation « accident du travail /maladie professionnelle »

Les salariés relevant de la législation « Maladie » et « Accidents du travail/ Maladies professionnelles » du régime de base de la Sécurité sociale bénéficieront de la gratuité de la cotisation du régime conventionnel frais de soins de santé après 6 mois d'arrêt de travail.

Cette gratuité interviendra le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit les 6 mois d'arrêt de travail.

Toute reprise de travail ou toute cessation du contrat de travail met fin au bénéfice de la gratuité à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit la reprise d'activité ou la rupture du contrat de travail. Cependant, tout salarié, qui reprend le travail moins de **6 mois** après la date d'arrêt initiale, conserve le bénéfice des jours d'arrêt écoulés pour le calcul de la franchise de **6 mois** ouvrant droit à la gratuité, si le nouvel arrêt de travail est qualifié par la Sécurité sociale de rechute de l'arrêt de travail initial.

### **En cas de rupture ou fin de contrat de travail : la portabilité des droits**

Les garanties sont maintenues aux anciens salariés, lorsque les droits à couverture complémentaire ont été ouverts pendant l'exécution de leur contrat de travail chez leur dernier employeur et lorsque la cessation de leur contrat de travail n'est pas consécutive à une faute lourde et qu'elle ouvre droit à indemnisation du régime obligatoire d'assurance chômage.

Ce maintien des garanties s'effectue dans les mêmes conditions que pour les salariés en activité.

En cas de modification ou de révision des garanties des salariés en activité, les garanties des anciens salariés bénéficiant du maintien des garanties sont modifiées ou révisées dans les mêmes conditions.

Sous réserve d'avoir été déclaré par l'employeur, le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail du salarié et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail, ou le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, **sans pouvoir excéder 12 mois**.

La suspension des allocations du régime obligatoire d'assurance chômage, pour cause de maladie ou pour tout autre motif, n'a pas d'incidence sur la durée du maintien des garanties qui n'est pas prolongée d'autant.

Le maintien des garanties au titre du dispositif de portabilité cesse :

- lorsque l'ancien salarié reprend un autre emploi, ou
- dès qu'il ne peut plus justifier de son statut de demandeur d'emploi indemnisé par le régime obligatoire d'assurance chômage, ou
- à la date d'effet de la liquidation de la pension vieillesse de la Sécurité sociale, ou
- en cas de décès de l'ancien salarié, ou
- en cas de non-renouvellement ou résiliation du contrat d'adhésion de l'entreprise.

Le maintien des garanties au titre du dispositif de portabilité est financé par les cotisations de l'entreprise et des salariés en activité (part patronale et part salariale).

### **Formalités de déclaration**

**L'employeur signale** le maintien des garanties dans le certificat de travail de l'ancien salarié.

**L'ancien salarié doit informer** l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail en lui adressant, dans un délai d'un mois suivant la date de cessation du contrat de travail du salarié, sa demande de maintien au titre du dispositif de portabilité, par courrier, accompagné :

- de la copie du (ou des) dernier(s) contrat(s) de travail justifiant la durée de la portabilité ;
- d'une attestation justifiant le statut de l'ancien salarié de demandeur d'emploi ;
- et des cartes de tiers payant en cours de validité.

À défaut de réception de ces pièces permettant de définir précisément les droits et durée au dispositif de portabilité, la durée du maintien des garanties sera fixée pour une durée temporaire à compter de la date de cessation du contrat de travail. Cette durée pourra être prolongée à la demande de l'ancien salarié et sous réserve que ce dernier fournisse à l'organisme assureur les pièces justificatives énumérées ci-dessus. Si l'ancien salarié a bénéficié d'une période de portabilité supérieure à celle à laquelle il aurait pu prétendre, une éventuelle récupération des prestations reçues indûment sera mise en œuvre. Dès qu'il en a connaissance, l'ancien salarié (ou ses ayants droit en cas de décès) s'engage à informer l'organisme assureur de toute cause entraînant la cessation anticipée de maintien des garanties.

Sont visées notamment les causes suivantes :

- la reprise d'un autre emploi ;
- l'impossibilité de justifier auprès de l'organisme assureur de son statut de demandeur d'emploi indemnisé par le régime obligatoire d'assurance chômage ;
- la survenance de la date d'effet de la liquidation de la pension vieillesse de la Sécurité sociale ;
- le décès de l'ancien salarié.

### **Paiement des prestations**

L'ancien salarié devra produire à l'organisme assureur le justificatif d'ouverture de droit au régime obligatoire d'assurance chômage et le justificatif de versement de l'allocation-chômage.

### **En cas de cessation des garanties: un régime solidaire**

#### **Anciens salariés**

L'organisme assureur propose, à titre individuel, la poursuite d'une couverture

frais de santé, sans condition de période probatoire ni d'examen ou questionnaires médicaux, aux anciens salariés :

- bénéficiaires d'une rente d'incapacité ou d'invalidité, d'une pension de retraite ;
- ou, s'ils sont privés d'emploi, d'un revenu de remplacement ;
- sans condition de durée, sous réserve qu'ils en fassent la demande dans les 6 mois qui suivent la rupture de leur contrat de travail ou la cessation du maintien des garanties au titre du dispositif de portabilité.

### **Ayants droit d'un salarié décédé**

En cas de décès du salarié, y compris en période de portabilité des droits prévu au titre du paragraphe « En cas de rupture ou fin de contrat de travail : la portabilité des droits », le régime conventionnel est maintenu, à titre gratuit, à ses ayants droit ayant souscrit à ce régime à titre facultatif, et ce pendant une période de **12 mois** courant à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois suivant le décès du salarié, à condition d'en faire la demande dans les **6 mois** suivant le décès.

Le régime surcomplémentaire facultatif quant à lui n'est pas maintenu.

Ces ayants droit devront en faire la demande et remplir un bulletin d'affiliation. L'affiliation prend effet à la date indiquée sur le bulletin d'affiliation, et au plus tôt, le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit le décès du salarié, et au plus tard au lendemain de la réception de la demande.

### **Maintien des garanties hors dispositif de portabilité des droits**

Tout salarié, quelles que soient la nature et la durée de son contrat de travail bénéficie dès son embauche de la couverture du régime conventionnel au minimum pendant 3 mois hors période de portabilité.

Cette couverture minimale s'applique moyennant paiement des cotisations pour les périodes travaillées.

Un bulletin d'affiliation est à disposition sur le site <https://www.ag2ramondiale.fr/conventions-collectives-nationales/ccn-boulangerie-artisanale>

### **Cessation des garanties collectives**

En cas de cessation des garanties, vous pouvez vous affilier, ainsi que vos ayants droit, à l'une des garanties individuelles élaborées à votre intention dont les conditions peuvent être communiquées sur simple demande.

Sous réserve que la demande d'affiliation individuelle à ces garanties soit formulée dans un délai de **6 mois** à compter de la rupture du contrat de travail ou de la cessation du maintien des garanties au titre du dispositif de portabilité, il ne sera pas fait application de période probatoire, ni exigé de formalités médicales.

### **Cotisations**

Les cotisations sont réparties entre l'employeur et le salarié. Elles sont versées par l'employeur à la fin de chaque trimestre.

Le montant de vos cotisations figure sur votre bulletin de salaire.

# Votre régime facultatif

## Régime surcomplémentaire

Le régime surcomplémentaire s'applique si vous y avez souscrit et moyennant le paiement des cotisations correspondantes.

### Quel est l'objet du régime ?

Améliorer vos remboursements en souscrivant à une des 2 options facultatives venant s'ajouter à votre régime conventionnel.

### Comment souscrire ?

Complétez la partie « Adhésion facultative – Régime surcomplémentaire facultatif » du bulletin d'affiliation santé.

### Quels sont les actes et frais garantis ?

Tous les actes et frais courants sur la période de garantie ayant fait l'objet d'un remboursement et d'un décompte individualisé du régime de base de Sécurité sociale au titre de la législation « maladie », « accidents du travail/maladies professionnelles » et « maternité » ainsi que les actes et frais non pris en charge par ce dernier, expressément mentionnés au résumé des garanties.

La garantie maternité n'intervient que pendant la période au cours de laquelle vous recevez des prestations en nature

de la Sécurité sociale au titre du risque maternité.

Les garanties couvrent la prise en charge de la participation forfaitaire de 18 euros acquittée par le bénéficiaire en cas de réalisation d'un acte coûteux, prévue au I de l'article R.322-8 du Code de la Sécurité sociale.

La participation de l'organisme assureur ne peut en aucun cas dépasser la totalité des frais laissés à charge de l'assuré après remboursement de la Sécurité sociale et de tout autre éventuel contrat complémentaire frais de santé.

# Votre régime facultatif

## Vos garanties option 1 ou option 2

Les prestations s'entendent en complément du régime conventionnel obligatoire. Les prestations exprimées sous forme de forfait ou de crédit s'entendent par bénéficiaire.

Sauf mention expresse, les prestations s'entendent pour le secteur conventionné comme pour le secteur non conventionné.

### Abréviations :

BR = base de remboursement retenue par l'assurance maladie obligatoire pour déterminer le montant de remboursement.  
CCAM = classification commune des actes médicaux.

D. P. T. M. = dispositif de pratique tarifaire maîtrisée, à savoir : OPTAM = option pratique tarifaire maîtrisée. OPTAM CO = option pratique tarifaire maîtrisée pour les chirurgiens et les obstétriciens.

FR = frais réels engagés par le bénéficiaire.

HLF = honoraires limites de facturation, fixés selon la réglementation en vigueur à la date des soins.

PLV = prix limites de vente fixés selon la réglementation en vigueur à la date des soins.

PMSS = plafond mensuel de la Sécurité sociale (vous pouvez retrouver la valeur du PMSS à l'adresse internet : <https://www.ameli.fr/entreprise/demarches/montants-referenc/plafond-securite-sociale>).

RSS = remboursement Sécurité sociale = montant remboursé par l'assurance maladie obligatoire et calculé par application du taux de remboursement légal en vigueur à la base de remboursement.

TM = ticket modérateur soit partie de la base de remboursement non prise en charge par l'assurance maladie obligatoire (TM = BR - RSS).

€ = Euro.

## Hospitalisation

Postes	Niveaux d'indemnisation	
	Option 1	Option 2
<b>Hospitalisation médicale, chirurgicale et maternité</b>		
Frais de séjour	75 % de la BR	100 % de la BR
Honoraires		
– Actes de chirurgie (ADC), actes d'anesthésie (ADA), actes techniques médicaux (ATM), autres honoraires		
• Pour les médecins adhérents à un D. P. T. M.	75 % de la BR	100 % de la BR
• Pour les médecins non adhérents à un D. P. T. M.	Néant	100 % de la BR
Chambre particulière	20 € par jour	25 € par jour
Frais d'accompagnement d'un enfant à charge de -16 ans	12 € par jour	20 € par jour

## Soins courants

Postes	Niveaux d'indemnisation	
	Option 1	Option 2
<b>Honoraires médicaux</b>		
<b>Remboursés par la Sécurité sociale</b>		
– Généralistes (consultations, visites)		
• Pour les médecins adhérents à un D. P. T. M.	50 % de la BR	100 % de la BR
• Pour les médecins non adhérents à un D. P. T. M.	Néant	100 % de la BR

Postes	Niveaux d'indemnisation	
	Option 1	Option 2
- Spécialistes (consultations, visites)		
• Pour les médecins adhérents à un D. P. T. M.	50 % de la BR	100 % de la BR
• Pour les médecins non adhérents à un D. P. T. M.	Néant	100 % de la BR
- Actes de chirurgie (ADC), actes techniques médicaux (ATM)		
• Pour les médecins adhérents à un D. P. T. M.	50 % de la BR	100 % de la BR
• Pour les médecins non adhérents à un D. P. T. M.	Néant	100 % de la BR

#### Pack bien-être

- Acupuncture, chiropractie, ostéopathie, diététique, psychologie, podologie (si consultations pratiquées par un professionnel de santé recensé au répertoire ADELI ou exerçant dans un établissement recensé au répertoire FINESS).	Crédit de 40 € par année civile	Crédit de 80 € par année civile
- Vaccin contre la grippe et autres vaccins prescrits.		
- Sevrage tabagique.		
- Contraception prescrite.		

#### Matériel médical

Orthopédie, autres prothèses et appareillages remboursés par la Sécurité sociale (hors auditives, dentaires et d'optique)	Crédit de 50 € par année civile	Crédit de 100 € par année civile
---	---------------------------------	----------------------------------

### Aides auditives

Postes	Niveaux d'indemnisation	
	Option 1	Option 2
<b>Jusqu'au 31/12/2020</b>		
<b>Aides auditives remboursées par la Sécurité sociale</b>		
Aides auditives	Crédit de 100 € par année civile	Crédit de 200 € par année civile

#### À compter du 01/01/2021

##### Équipements libres <sup>(1)</sup>

Aides auditives pour les personnes au-delà de leur 20 <sup>e</sup> anniversaire <sup>(2)</sup>	Néant	200 €
Aides auditives pour les personnes jusqu'au 20 <sup>e</sup> anniversaire ou les personnes atteintes de cécité (entendue comme une acuité visuelle inférieure à 1/20 <sup>e</sup> après correction) <sup>(2)</sup>	Néant	200 €

(1) Équipements de Classe II, tels que définis réglementairement. S'agissant des aides auditives comprises dans l'équipement libre (classe II), la prise en charge dans le cadre du présent régime s'effectue dans la limite du plafond de remboursement prévu par la réglementation du contrat responsable (1700€ RSS inclus au 01/01/2021). Le respect de cette limite tient compte de la somme des indemnités versées par la Sécurité sociale, par le régime complémentaire de base et le présent régime (ainsi que le cas échéant des indemnités versées par tout autre régime complémentaire).

(2) La garantie s'applique aux frais exposés pour l'acquisition d'une aide auditive par oreille, par période de 4 ans suivant la date de délivrance de l'aide auditive précédente (ce délai s'entendant pour chaque oreille indépendamment).



## Dentaire

Postes	Niveaux d'indemnisation	
	Option 1	Option 2
<b>Prothèses</b>		
<b>Panier maîtrisé <sup>(1)</sup></b>		
- Inlay , onlay	75 % de la BR dans la limite des HLF	125 % de la BR dans la limite des HLF
- Inlay core	75 % de la BR dans la limite des HLF	125 % de la BR dans la limite des HLF
- Autres soins prothétiques et prothèses dentaires	75 % de la BR dans la limite des HLF	125 % de la BR dans la limite des HLF
<b>Panier libre <sup>(2)</sup></b>		
- Inlay , onlay	75 % de la BR	125 % de la BR
- Inlay core	75 % de la BR	125 % de la BR
- Autres soins prothétiques et prothèses dentaires	75 % de la BR	125 % de la BR
<b>Autres actes dentaires remboursés par la Sécurité sociale</b>		
Orthodontie	50 % de la BR	100 % de la BR
<b>Actes dentaires non remboursés par la Sécurité sociale</b>		
Soins prothétiques et prothèses dentaires , pour des actes codés dans la CCAM et ayant une base de remboursement Sécurité sociale	75 % de la BR	125 % de la BR
Parodontologie	Crédit de 200 € par année civile	Crédit de 300 € par année civile
Implants dentaires y compris piliers implantaires (la garantie implantologie comprend la pose d'un implant à l'exclusion de tout acte annexe : scanner , couronne)	Crédit de 150 € par année civile	Crédit de 300 € par année civile
Orthodontie	50 % de la BR	100 % de la BR

(1) Soins prothétiques et prothèses relevant du panier maîtrisé , tels que définis réglementairement .

(2) Soins prothétiques et prothèses relevant du panier libre , tels que définis réglementairement .

## Optique

Postes	Niveaux d'indemnisation	
	Option 1	Option 2
<b>Équipements libres <sup>(1)</sup></b>		
Monture de Classe B : adulte et enfants de 16 ans et + <sup>(2)</sup>	Néant	50 €
Monture de Classe B : enfants de - 16 ans <sup>(2)</sup>	Néant	50 €
Verres de Classe B : adulte et enfants de 16 ans et + <sup>(2)</sup>	Voir grille optique	Voir grille optique
Verres de Classe B : enfants de - 16 ans <sup>(2)</sup>	Voir grille optique	Voir grille optique

Postes	Niveaux d'indemnisation	
	Option 1	Option 2
<b>Autres dispositifs médicaux d'optique</b>		
Lentilles acceptées par la Sécurité sociale	Crédit de 50 € par année civile	Crédit de 100 € par année civile
Lentilles refusées par la Sécurité sociale (y compris jetables)	Crédit de 50 € par année civile	Crédit de 100 € par année civile
Chirurgie réfractive (myopie, hypermétropie, astigmatisme, presbytie)	Crédit de 150 € par œil par année civile	Crédit de 350 € par œil par année civile

(1) Équipements de Classe B, tels que définis réglementairement.

Panachage des verres et monture : un équipement peut être composé de deux verres d'une part, et d'une monture d'autre part, appartenant à des classes (A ou B) différentes. La prise en charge de l'élément de Classe A de l'équipement est intégrale, après intervention de la Sécurité sociale, dans le respect des PLV. La prise en charge de l'élément de Classe B de l'équipement s'effectue dans la limite du plafond Classe B du contrat, correspondant à la correction optique de l'équipement acquis, déduction faite :

- du coût des verres de Classe A pour la monture de Classe B ;
- du coût de la monture de Classe A pour les verres de Classe B.

(2) Conditions de renouvellement

La garantie s'applique aux frais exposés pour l'acquisition d'un équipement optique (composé de deux verres et d'une monture) dans les conditions de renouvellement fixées par l'arrêté du 03/12/2018 modifiant la prise en charge d'optique médicale de la Liste des Produits et Prestations (LPP) prévue à l'article L. 165-1 du Code de la Sécurité sociale, et rappelées ci-après.

- Pour les adultes et pour les enfants de 16 ans et plus, le renouvellement de la prise en charge d'un équipement est possible au terme d'une période minimale de deux ans après la dernière prise en charge d'un équipement.
- Pour les enfants de plus de 6 ans et de moins de 16 ans, le renouvellement de la prise en charge d'un équipement est possible au terme d'une période minimale d'un an après le dernier remboursement d'un équipement.
- Pour les enfants jusqu'à 6 ans, le renouvellement de la prise en charge d'un équipement est possible au terme d'une période minimale de 6 mois après le dernier remboursement d'un équipement uniquement en cas de mauvaise adaptation de la monture à la morphologie du visage de l'enfant entraînant une perte d'efficacité du verre correcteur. Dans les autres cas, le délai d'un an mentionné à l'alinéa précédent s'applique. Les différents délais s'entendent par rapport à la date de délivrance du dernier dispositif concerné pour l'application du délai.

Les différents délais sont également applicables pour le renouvellement séparé des éléments de l'équipement, et dans ce cas, le délai de renouvellement s'apprécie distinctement pour chaque élément.

Ces périodes de prise en charge débutent à la date d'acquisition de l'équipement. Lorsque l'assuré effectue des demandes de remboursement de son équipement en deux temps (d'une part la monture, d'autre part les verres), la période pendant laquelle un équipement optique peut être remboursé est identique.

La justification de l'évolution de la vue se fonde soit sur la présentation d'une nouvelle prescription médicale portant une correction différente de la précédente, soit sur la présentation de la prescription initiale comportant les mentions portées par l'opticien en application de l'article R165-1 du Code de la Sécurité sociale. La nouvelle correction doit être comparée à celle du dernier équipement ayant fait l'objet d'un remboursement par l'assureur.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, le renouvellement anticipé de la prise en charge pour raison médicale d'un équipement pour les adultes et enfants d'au moins 16 ans est permis au terme d'une période minimale d'un an lorsqu'intervient une dégradation des performances oculaires dans l'une des situations limitativement prévues par la LPP, et pour laquelle la justification d'une évolution de la vue est effectuée soit au travers d'une nouvelle prescription médicale, qui est comparée à la prescription médicale précédente, soit lorsque l'opticien-lunetier adapte la prescription médicale lors d'un renouvellement de délivrance.

Par dérogation enfin, aucun délai de renouvellement minimal des verres n'est applicable en cas d'évolution de la réfraction liée à des situations médicales particulières, précisées par la liste fixée ci-après et sous réserve d'une nouvelle prescription médicale ophtalmologique :

- les troubles de réfraction associés à une pathologie ophtalmologique :
  - glaucome ;
  - hypertension intraoculaire isolée ;
  - DMLA et atteintes maculaires évolutives ;
  - rétinopathie diabétique ;
  - opération de la cataracte datant de moins de 1 an ;
  - cataracte évolutive à composante réfractive ;
  - tumeurs oculaires et palpébrales ;
  - antécédents de chirurgie réfractive datant de moins de 6 mois ;
  - antécédents de traumatisme de l'œil sévère datant de moins de 1 an ;

- greffe de cornée datant de moins de 1 an ;
- kératocône évolutif ;
- kératopathies évolutives ;
- dystrophie cornéenne ;
- amblyopie ;
- diplopie récente ou évolutive ;
- les troubles de réfraction associés à une pathologie générale :
  - diabète ;
  - maladies auto-immunes (notamment Basedow , sclérose en plaques , polyarthrite rhumatoïde , lupus , spondylarthrite ankylosante) ;
  - hypertension artérielle mal contrôlée ;
  - sida ;
  - affections neurologiques à composante oculaire ;
  - cancers primitifs de l'œil ou autres cancers pouvant être associés à une localisation oculaire secondaire ou à un syndrome paranéoplasique ;
- les troubles de réfraction associés à la prise de médicaments au long cours :
  - corticoïdes ;
  - antipaludéens de synthèse ;
  - tout autre médicament qui , pris au long cours , peut entraîner des complications oculaires .

La prise en charge de deux équipements est autorisée uniquement pour les patients ayant : une intolérance ou une contre-indication aux verres progressifs ou multifocaux , et présentant un déficit de vision de près et un r-top : none ; border-right : none ; border-left : none ; border-image : initial ; border-bodéficit de vision de loin .

Dans ce cas , la prise en charge peut couvrir deux équipements corrigeant chacun un des deux déficits mentionnés : une amblyopie et / ou un strabisme nécessitant une pénalisation optique . Pour ces patients , la prise en charge peut couvrir deux équipements de corrections différentes à porter en alternance .

## Grille optique - Option 1

Verres unifocaux / multifocaux / progressifs	Avec / Sans Cylindre	SPH = sphère CYL = cylindre (+) S = SPH + CYL	Remboursement par verre	
			Adulte et Enfant de 16 ans et +	Enfant de - 16 ans
<b>Unifocaux</b>				
	Sphériques	SPH de - 6 à + 6 <sup>(1)</sup>	15 €	15 €
		SPH < à -6 ou > à + 6	30 €	30 €
	Sphéro cylindriques	SPH de - 6 à 0 et CYL ≤ + 4	15 €	15 €
		SPH > 0 et S ≤ + 6	15 €	15 €
		SPH > 0 et S > + 6	30 €	30 €
		SPH < - 6 et CYL ≥ + 0 , 25	30 €	30 €
		SPH de - 6 à 0 et CYL > + 4	30 €	30 €
<b>Multifocaux et progressifs</b>				
	Sphériques	SPH de - 4 à + 4	Néant	Néant
		SPH < à -4 ou > à + 4	Néant	Néant
	Sphéro cylindriques	SPH de - 8 à 0 et CYL ≤ + 4	Néant	Néant
		SPH > 0 et S ≤ + 8	Néant	Néant
		SPH de - 8 à 0 et CYL > + 4	Néant	Néant
		SPH > 0 et S > + 8	Néant	Néant
		SPH < - 8 et CYL ≥ + 0 , 25	Néant	Néant

(1) Le verre neutre est compris dans cette classe .

## Grille optique - Option 2

Verres unifocaux / multifocaux / progressifs	Avec / Sans Cylindre	SPH = sphère CYL = cylindre (+) S = SPH + CYL	Remboursement par verre	
			Adulte et Enfant de 16 ans et +	Enfant de - 16 ans
<b>Unifocaux</b>				
	Sphériques	SPH de - 6 à + 6 (1)	45 €	45 €
		SPH < à -6 ou > à + 6	50 €	50 €
	Sphéro cylindriques	SPH de - 6 à 0 et CYL ≤ + 4	45 €	45 €
		SPH > 0 et S ≤ + 6	45 €	45 €
		SPH > 0 et S > + 6	50 €	50 €
		SPH < - 6 et CYL ≥ + 0, 25	50 €	50 €
		SPH de - 6 à 0 et CYL > + 4	50 €	50 €
<b>Multifocaux et progressifs</b>				
	Sphériques	SPH de - 4 à + 4	50 €	50 €
		SPH < à -4 ou > à + 4	85 €	85 €
	Sphéro cylindriques	SPH de - 8 à 0 et CYL ≤ + 4	50 €	50 €
		SPH > 0 et S ≤ + 8	50 €	50 €
		SPH de - 8 à 0 et CYL > + 4	85 €	85 €
		SPH > 0 et S > + 8	85 €	85 €
		SPH < - 8 et CYL ≥ + 0, 25	85 €	85 €

(1) Le verre neutre est compris dans cette classe.

## Autres frais

Postes	Niveaux d'indemnisation	
	Option 1	Option 2
<b>Cures thermales remboursées par la Sécurité sociale</b>		
Frais de voyage et hébergement	50 € limité à une intervention par année civile	100 € limité à une intervention par année civile
<b>Forfait maternité</b>		
Naissance ou adoption d'un enfant déclaré	50 €	100 €
<b>Fécondation in vitro</b>		
Fécondation in vitro	Crédit de 80 € par année civile	Crédit de 120 € par année civile

## Quand débutent les garanties ?

- Au 1<sup>er</sup> jour du mois de la date d'effet demandée sur le bulletin d'affiliation ;
- ou au 1<sup>er</sup> jour du mois suivant la réception par l'organisme assureur du bulletin d'affiliation si vous n'avez pas indiqué de date d'effet.

## Durée de l'affiliation

Vous êtes affiliés pour une période se terminant le 31 décembre de l'année en cours et se renouvelant à effet du 1<sup>er</sup> janvier par tacite reconduction, sauf si vous demandez la résiliation au moins 2 mois avant cette date par lettre recommandée avec accusé de réception.

Une résiliation en cours d'année, sans délai, est possible pour tout assuré pouvant justifier du bénéfice d'un dispositif Couverture maladie universelle (CMU) pour sa partie complémentaire (CMU-C).

## Quand cessent-elles ?

- Au dernier jour du mois au cours duquel prend fin votre contrat de travail ;
- en cas de résiliation de votre part ;
- lorsque vous ne bénéficiez plus du régime conventionnel obligatoire ;
- en cas de non-paiement des cotisations.

Tout paiement versé indûment après la date de cessation des garanties devra être remboursé sans délai par vos soins.

## Peut-on changer d'option ?

### Pour une amélioration des garanties\*

Le changement d'option est possible au 1<sup>er</sup> janvier ou au 1<sup>er</sup> juillet, sous réserve que vous en fassiez la demande au moins 3 mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception à votre centre de gestion.

\* C'est-à-dire pour passer de l'option 1 à l'option 2.

### Pour une baisse des garanties\*\*

Le changement d'option est possible au 1<sup>er</sup> janvier, sous réserve que vous en fassiez la demande au moins 6 mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception à votre centre de gestion. Un tel changement ne peut intervenir qu'après 2 années complètes d'adhésion individuelle au contrat.

\*\* C'est-à-dire pour passer de l'option 2 à l'option 1.

## Cotisations

Les cotisations sont prélevées mensuellement à terme échu sur votre compte bancaire. À cet effet n'oubliez pas de compléter le mandat de prélèvement joint au bulletin d'affiliation. En cas de non-paiement dans le délai de 10 jours suivant la date de l'échéance, il vous est adressé une mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, détaillant les conséquences du non-paiement. Si 40 jours plus tard la cotisation reste impayée, vous êtes informé de la cessation automatique des garanties.

## Indexation

Les cotisations sont indexées au 1<sup>er</sup> janvier par l'application d'un taux qui dépend :

- de l'évolution des dépenses de santé prévue (éléments fournis par les Caisses nationales d'assurance maladie) ;
- de l'équilibre global du portefeuille de l'organisme assureur.

Cette indexation vous est communiquée, moyennant un préavis de 2 mois par rapport à la date d'effet prévue. Lorsque vous vous opposez avant le 10 décembre de l'année en cours à l'indexation, le cachet de la poste faisant foi de la date d'envoi, votre affiliation est automatiquement résiliée au 31 décembre de l'année en cours.

À défaut d'opposition notifiée sur l'indexation avant le 10 décembre de l'année en cours, les cotisations indexées s'appliquent de plein droit.

## **Adhésion à distance**

### **Définition**

Le contrat est commercialisé à distance lorsqu'il est conclu sans qu'il y ait la présence physique et simultanée des parties.

### **Éléments communiqués à l'assuré**

En temps utile, avant la conclusion à distance d'un contrat, l'assuré reçoit les informations suivantes :

- 1/ La dénomination de l'organisme assureur, l'adresse de son siège social, lorsque l'organisme assureur est inscrit au registre du commerce et des sociétés, son numéro d'immatriculation, les coordonnées de l'autorité chargée de son contrôle ainsi que, le cas échéant, l'adresse de la succursale qui propose la couverture.
- 2/ Le montant total de la prime ou cotisation ou, lorsque ce montant ne peut être indiqué, la base de calcul de cette prime ou cotisation permettant à l'assuré de vérifier celle-ci.
- 3/ La durée minimale du contrat ainsi que les garanties et exclusions prévues par celui-ci.
- 4/ La durée pendant laquelle les informations fournies sont valables, les modalités de conclusion du contrat et de paiement de la prime ou cotisation ainsi que l'indication, le cas échéant, du coût supplémentaire spécifique à l'utilisation d'une technique de commercialisation à distance.
- 5/ L'existence ou l'absence d'un droit à renonciation et, si ce droit existe, sa durée, les modalités pratiques de son exercice notamment l'adresse à laquelle la notification de la

renonciation doit être envoyée.

L'assuré doit également être informé du montant de prime ou de cotisation que l'organisme assureur peut lui réclamer en contrepartie de la prise d'effet de la garantie, à sa demande expresse, avant l'expiration du délai de renonciation.

- 6/ La loi sur laquelle l'organisme assureur se fonde pour établir les relations précontractuelles avec le consommateur ainsi que la loi applicable au contrat et la langue que l'organisme assureur s'engage à utiliser, avec l'accord de l'assuré, pendant la durée du contrat.
- 7/ Les modalités d'examen des réclamations que le souscripteur peut formuler au sujet du contrat y compris, le cas échéant, l'existence d'une instance chargée en particulier de cet examen, sans préjudice pour lui d'intenter une action en justice ainsi que, le cas échéant, l'existence de fonds de garantie ou d'autres mécanismes d'indemnisation.

Les informations sur les obligations contractuelles communiquées en phase précontractuelle doivent être conformes à la loi applicable au contrat. Ces informations, dont le caractère commercial doit apparaître sans équivoque, sont fournies de manière claire et compréhensible par tout moyen adapté à la technique de commercialisation à distance utilisée. En cas de communication par téléphonie vocale, le nom de l'organisme assureur ainsi que le caractère commercial de l'appel sont indiqués sans équivoque au début de toute conversation avec le souscripteur. La personne en contact avec le souscripteur doit en outre préciser son identité et son lien avec l'assureur.

## **Droit à renonciation**

Dans le cadre des obligations liées à la commercialisation à distance, il est ouvert à l'assuré sans avoir à justifier de motifs ni à supporter de pénalités, un délai de renonciation de 14 jours calendaires révolus courant :

- à compter de la date de signature du bulletin d'adhésion ;
- ou à partir du jour où l'assuré reçoit les conditions d'adhésion et le présent document (si cette date est postérieure).

Le délai expire le dernier jour à 24 heures, il n'est pas prorogé s'il expire un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé.

Lorsque l'assuré exerce son droit de renonciation, il est tenu au paiement de la cotisation correspondant à la période durant laquelle le risque a couru, à l'exclusion de toute pénalité.

Cette renonciation de l'adhésion entraîne la restitution par l'assuré à l'organisme assureur de toute somme reçue de celui-ci (à l'exception de celles correspondantes à la période durant laquelle le risque a couru), dans les meilleurs délais et au plus tard dans un délai de 30 jours à compter du jour où l'organisme assureur reçoit notification de l'assuré de sa volonté de se rétracter. Passé ce délai, la somme due est de plein droit productive.

## **Adhésion suite au démarchage de l'assuré**

### **Définition**

Est visée : « Toute personne physique qui fait l'objet d'un démarchage à son domicile, à sa résidence ou à son lieu de travail, même à sa demande, et qui signe dans ce cadre une proposition d'assurance ou un contrat à des fins qui n'entrent pas dans le cadre

de son activité commerciale ou professionnelle. »

## **Droit à renonciation**

L'assuré a la faculté de renoncer à son contrat par lettre recommandée avec demande d'avis de réception pendant le délai de 14 jours calendaires révolus à compter du jour de la conclusion du contrat, sans avoir à justifier de motif ni à supporter de pénalité.

Au titre du présent contrat, le jour de la conclusion du contrat correspond à la date de signature du bulletin d'adhésion par l'assuré.

L'exercice du droit de renonciation dans le délai prévu ci-dessus entraîne la résiliation du contrat à compter de la date de réception de la lettre recommandée.

Dès lors qu'il a connaissance d'un sinistre mettant en jeu les garanties du contrat, l'assuré ne peut plus exercer ce droit de renonciation.

En cas de renonciation, l'assuré ne peut être tenu qu'au paiement de la partie de prime ou de cotisation correspondant à la période pendant laquelle le risque a couru, cette période étant calculée jusqu'à la date de la résiliation.

L'organisme assureur est tenu de rembourser au souscripteur le solde au plus tard dans les 30 jours suivant la date de résiliation. Au-delà de ce délai, les sommes non versées produisent de plein droit intérêt au taux légal.

Toutefois, l'intégralité de la prime reste due à l'organisme assureur si l'assuré exerce son droit de renonciation alors qu'un sinistre mettant en jeu les garanties du contrat et dont il n'a pas eu connaissance est intervenu pendant le délai de renonciation.

### Modèle de renonciation

La demande de renonciation en cas de démarchage ou de vente à distance doit être adressée à votre centre de gestion :

- AG2R LA MONDIALE  
TSA 37001  
59071 ROUBAIX CEDEX 1

J'ai souscrit une adhésion pour le produit  
Boulangerie auprès de votre organisme

le : .../... / .....

sous le numéro :.....

Le contrat a été souscrit à distance ou suite à mon démarchage (rayer la mention inutile).

Après réflexion, et comme 14 jours ne se sont pas écoulés depuis la signature du bulletin d'affiliation (ou depuis que j'ai reçu les conditions d'adhésion si cette date est postérieure), je déclare renoncer à mon adhésion.

Date et Signature





# Dispositions générales

## Exclusions

Ne donnent pas lieu à remboursement :

- les frais de soins :
  - engagés avant la date d'effet des garanties ou après la cessation de celles-ci. La date de prise en considération est, dans tous les cas, celle figurant sur les décomptes de la Sécurité sociale,
  - déclarés après un délai de deux ans suivant la date des soins pratiqués,
  - engagés hors de France. Si la caisse de Sécurité sociale à laquelle l'assuré est affilié prend en charge les frais engagés hors de France, ceux-ci seront pris en charge sur la base de remboursement utilisée par la Sécurité sociale et selon les garanties prévues aux présents régimes,
  - non remboursés par les régimes de base de la Sécurité sociale, sauf ceux prévus expressément dans les résumés des garanties,
  - ne figurant pas à la Nomenclature générale des actes professionnels ou à la Classification commune des actes médicaux, et même s'ils ont fait l'objet d'une notification de refus ou d'un remboursement nul par le régime de base, sauf pour les actes prévus expressément dans les résumés des garanties,
- au titre de la législation sur les pensions militaires,
- au titre de l'hospitalisation dans les centres hospitaliers de long séjour ou dans les unités de long séjour relevant des centres hospitaliers, dans les sections de cure médicale des maisons de retraite, des logements foyers ou des hospices,
- qui sont les conséquences de guerre civile ou étrangère ou de la désintégration du noyau atomique,
- au titre de la garantie parodontologie, si celle-ci est souscrite, pour les frais inhérents à des actes d'éducation à l'hygiène buccale,
- conformément aux dispositions législatives et réglementaires, les contributions forfaitaires et franchises restant à la charge de l'assuré, prévues à l'article L.322-2 du Code de la Sécurité sociale ;
- la majoration de participation prévue à l'article L.162-5-3 du Code la Sécurité sociale ;
- les dépassements d'honoraires sur les actes cliniques et techniques pris en application du 18° de l'article L.162-5 du Code de la Sécurité sociale, à hauteur au moins du montant du dépassement autorisé sur les actes cliniques.

## Limites des garanties

Pour les frais conséquents à des actes soumis à entente préalable de la Sécurité sociale, en l'absence de notification de refus à ces ententes préalables par les services de Sécurité sociale, les règlements éventuels de l'organisme assureur seront effectués après avis des praticiens conseils de l'organisme assureur.

Pour les frais conséquents à des actes dont la cotation n'est pas conforme à la Nomenclature générale des actes professionnels ou à la Classification commune des actes médicaux, le remboursement est limité à la cotation définie par cette nomenclature ou cette classification.

Pour les frais conséquents à des actes dont les dépassements d'honoraires ne sont pas autorisés par les conventions nationales signées entre les régimes de base et les représentants des praticiens ou dans les cas où ces dépassements ne correspondent pas aux conditions conventionnelles, le remboursement est limité à la base de remboursement utilisée par la Sécurité sociale.

Pour les médicaments figurant dans un groupe générique prévu au Code de la santé publique et ayant fait l'objet d'un remboursement par l'organisme de Sécurité sociale en tenant compte de la base de remboursement applicable à ce groupe de médicaments, le remboursement complémentaire effectué par l'organisme assureur se fera également en tenant compte de la base de remboursement applicable à ce groupe de médicaments.

À l'exception du forfait maternité, pour les actes ou postes de garantie exprimés sous la forme d'un crédit annuel ou d'un forfait, le crédit annuel ou le forfait

correspond au montant maximum d'indemnisation.

Ces crédits annuels et ces forfaits sont exclusifs, pour les actes ou postes de garantie concernés, de toutes autres indemnisations de la part de l'organisme assureur.

Afin de s'assurer du respect de ces principes, il pourra être demandé à l'assuré de fournir tout devis ou facture relatif, notamment, aux actes et frais dentaires ou d'optique envisagés.

Qu'ils soient demandés par l'organisme assureur ou produits spontanément par l'assuré, les devis feront l'objet d'un examen par un professionnel de santé dans le respect des règles déontologiques s'appliquant aux praticiens. L'Institution peut également missionner tout professionnel de santé pour procéder à une expertise médicale de l'assuré. Dans un tel cas de figure les frais et honoraires liés à ces opérations d'expertise seront à la charge exclusive de l'organisme assureur.

La prise en charge des frais inhérents à des séjours en établissement psychiatrique en secteur non conventionné est limitée à 90 jours par année civile et fait l'objet d'un règlement sur la base du remboursement utilisée par le régime de Sécurité sociale.

En l'absence de télétransmission par les organismes de base en cas de consultation d'un praticien du secteur non conventionné, l'assuré doit transmettre à l'organisme assureur une facture détaillée établie par son médecin ; à défaut, l'indemnisation se fera sur la base de la garantie prévue pour les actes conventionnés.

## Plafond des remboursements

La participation de l'assureur ne peut, en aucun cas, dépasser la totalité des frais laissés à votre charge après participation du régime de base de la Sécurité sociale, et/ou d'éventuels autres contrats complémentaires frais de santé.

Actes effectués en secteur non conventionné : si la prestation est calculée en fonction de la base de remboursement utilisée par la Sécurité sociale pour les actes conventionnés, le remboursement ne peut excéder celui qui aurait été versé si la dépense avait été engagée en secteur conventionné.

La participation de l'organisme assureur ne peut en aucun cas dépasser la totalité des frais laissés à charge de l'assuré après remboursement de la Sécurité sociale et de tout autre éventuel contrat complémentaire frais de santé. Le respect des règles de prise en charge maximales définies à l'article R.871-2 du Code de la Sécurité sociale est apprécié eu égard à l'ensemble des prises en charge déjà effectuées par la Sécurité sociale, par tout autre éventuel contrat complémentaire frais de santé et les présentes garanties.

## Prescription des actions

Toutes actions dérivant des opérations mentionnées dans la notice d'information sont prescrites dans le délai de **2 ans**, à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'organisme assureur en a eu connaissance ;
- en cas de réalisation du risque, que du jour où les intéressés en ont eu

connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignorée jusque-là.

Quand l'action de l'employeur, du salarié, du bénéficiaire ou de l'ayant droit contre l'organisme assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'employeur, le salarié, le bénéficiaire ou l'ayant droit ou a été indemnisé par celui-ci.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription définies par les articles 2240 et suivants du Code civil et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la cotisation et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de la prestation.

## Recours contre les tiers responsables

En cas de paiement de prestations par l'organisme assureur à l'occasion d'un accident comportant un tiers responsable, l'organisme assureur est subrogé au salarié qui a bénéficié de ces prestations dans son action contre le tiers responsable, dans la limite des dépenses que l'institution a supportées, conformément aux dispositions légales.

## Territorialité

Les salariés garantis exercent leur activité salariée dans le champ géographique de la Convention collective nationale des Entreprises Artisanales de la Boulangerie et Boulangerie-Pâtisserie : France Métropolitaine.

## **Réclamations – Médiation**

Toutes les demandes d'information relatives au contrat doivent être adressées au centre de gestion dont dépend l'entreprise adhérente.

Les réclamations concernant l'application du contrat peuvent être adressées à :

- AG2R LA MONDIALE  
Direction de la Qualité  
14/16 boulevard Malesherbes  
75008 PARIS.

En cas de désaccord sur la réponse donnée, les réclamations peuvent être présentées au :

- Conciliateur d'AG2R LA MONDIALE  
32 avenue Émile Zola  
Mons en Barœul  
59896 LILLE CEDEX 9.

En cas de désaccord persistant après épuisement des procédures internes de réclamations d'AG2R LA MONDIALE visées aux alinéas précédents, les réclamations peuvent être présentées au :

- Médiateur du CTIP - 10 rue  
Cambacérès - 75008 PARIS.

## **Protection des données à caractère personnel**

### **Comment et pourquoi sont utilisées vos données ?**

Vos données à caractère personnel sont collectées et traitées par votre organisme d'assurance, membre d'AG2R LA MONDIALE, au titre de la passation, de la gestion et de l'exécution de votre contrat, ainsi nous utilisons :

- des données relatives à votre âge, votre situation familiale ou professionnelle, à votre santé qui sont nécessaires à l'étude de vos besoins et de votre profil afin de vous proposer des produits et services adaptés, les données de santé ne sont collectées et traitées que pour les garanties santé et prévoyance ;

- vos coordonnées de contact et informations bancaires pour la gestion administrative, technique et commerciale du contrat et des services associés.

Elles peuvent également être utilisées pour poursuivre nos intérêts légitimes de protection et de développement des activités et d'amélioration continue des produits et services offerts à nos clients au travers de :

- la réalisation d'analyses et d'études portant sur le fonctionnement des contrats pour mettre au point de nouvelles offres de prévoyance, santé, épargne retraite, et autres assurances, individuelles ou collectives ;
- la lutte contre la fraude, notamment à partir de la détection d'anomalies dans le fonctionnement des contrats, pouvant conduire à l'inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude.

Elles sont enfin traitées pour satisfaire à nos obligations légales et réglementaires, notamment :

- la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ;
- les déclarations obligatoires auprès des autorités et administrations publiques.

Nous pouvons être amenés à mettre en œuvre des traitements automatisés ou de profilage fondés sur l'analyse des données, notamment afin de répondre à des obligations de conseil, de déterminer les garanties et prestations applicables et de proposer des contrats et produits adaptés.

Les données collectées au moyen d'un formulaire papier ou en ligne et signalées comme obligatoires sont nécessaires à la gestion des garanties et services

prévus au contrat, nous ne serions pas en mesure de les mettre en œuvre si ces informations sont mal renseignées.

Dans le cadre de la gestion du contrat, nous sommes susceptibles de recevoir des données à caractère personnel en provenance du souscripteur (votre employeur ou votre association, par exemple) et des régimes obligatoires de Sécurité sociale.

Les données nécessaires à la gestion du contrat et des services associés sont conservées pendant la durée du contrat et jusqu'à expiration des délais de prescriptions légales.

Dans le cadre de ces traitements, les données sont transmises aux services en relation avec les bénéficiaires, aux membres d'AG2R LA MONDIALE ou à ses sous-traitants qui interviennent dans la réalisation des finalités énoncées, aux réassureurs du contrat, et, enfin, aux administrations et autorités publiques concernées.

### **Quels sont vos droits et comment les exercer ?**

Vous disposez du droit de demander l'accès aux données vous concernant, leur rectification ou leur effacement ou la limitation du traitement dans les cas prévus par la loi. Vous disposez de la possibilité de définir des directives générales et particulières précisant la manière dont vous entendez que soient exercés ces droits, après votre décès.

Ces droits peuvent être exercés en adressant un courrier accompagné d'un justificatif d'identité à AG2R LA MONDIALE, à l'attention du Délégué à la protection des données, à l'adresse postale suivante :

- 154 rue Anatole France  
92599 LEVALLOIS-PERRET CEDEX ou  
par courriel à [informatique.libertes@ag2rlamondiale.fr](mailto:informatique.libertes@ag2rlamondiale.fr)

Pour les données traitées au titre de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, les droits d'accès s'exercent auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), 3 place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS.

Nous apportons la plus grande attention aux données personnelles, néanmoins si vous considérez que le traitement des données vous concernant constitue une atteinte à vos droits, vous disposez de la faculté d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.

Pour en savoir plus sur notre politique de protection des données personnelles : <https://www.ag2rlamondiale.fr/protection-des-donnees-personnelles>

### **Autorité de contrôle**

L'organisme assureur est soumis à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) sise 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 PARIS CEDEX 09

# Modalités de gestion

## Comment s'effectuent vos remboursements ?

### Télétransmission

Grâce à un accord d'échange de données informatiques (procédure « NOEMIE »), les Caisses primaires d'assurance maladie (CPAM) transmettent directement à l'organisme assureur l'ensemble des informations concernant vos remboursements ; si un message figure sur votre décompte Sécurité sociale, vous obtenez l'ensemble de vos remboursements en adressant votre dossier à l'assurance maladie uniquement.

Si cette procédure n'est pas encore en service, vous devez adresser au centre de gestion l'original du décompte Sécurité sociale afin d'obtenir le remboursement complémentaire.

### Paiement des prestations

Les prestations complémentaires sont réglées par virement sur votre compte bancaire.

L'organisme assureur adresse à votre domicile un décompte détaillé des prestations complémentaires versées.

Vous pouvez également connaître la nature et le montant des prestations versées sur votre compte en consultant

notre site Internet (accédez à votre espace client en un clic) :

<https://www.ag2riamondiale.fr/conventions-collectives-nationales/ccn-boulangerie-artisanale>



### Demande de justificatifs

À défaut de télétransmission par les organismes de base, il convient de nous adresser :

- les originaux des décomptes de règlement de la Sécurité sociale.

Pendant, à tout moment, l'organisme assureur peut vous réclamer la production des justificatifs suivants :

- les notes d'honoraires et les factures des frais prescrits, acquittées et datées, le cas échéant, les devis ;
- pour les vaccins, la prescription

- médicale accompagnée de la facture acquittée et datée du pharmacien ;
- **pour le forfait maternité**, un extrait d'acte de naissance avec mentions en marge relatives à la filiation de l'enfant ou, en cas d'adoption, un extrait d'acte de naissance comportant la mention d'adoption ou, dans l'attente du jugement d'adoption, une attestation des services de l'enfance et de la famille du conseil général du département ;
- **pour l'acupuncture, l'ostéopathie, la chiropractie, la phytothérapie**, la note d'honoraires du praticien disposant des diplômes reconnus légalement nécessaires à l'exercice de la discipline concernée, accompagnée de la facture acquittée et datée ;
- **pour la chirurgie réfractive**, la note d'honoraire du praticien accompagnée de la facture acquittée et datée.

Pour l'ensemble des prestations fournies, seuls les frais réels engagés figurant sur les décomptes Sécurité sociale ou sur les factures détaillées des établissements hospitaliers ou des cliniques seront pris en compte pour les remboursements. En l'absence de télétransmission par les organismes de base en cas de consultation d'un praticien du secteur non conventionné, vous devez transmettre à l'organisme assureur une facture détaillée établie par votre médecin, accompagnée du décompte original de votre régime de base ; à défaut de facture, l'indemnisation se fera sur la base de la garantie prévue pour les actes conventionnés. Il pourra vous être demandé de fournir tous devis ou factures relatifs, notamment, aux actes et frais dentaires ou d'optique envisagés. Ces devis feront l'objet d'un examen par un professionnel de santé dans le respect des règles déontologiques s'appliquant aux praticiens.

L'organisme assureur peut également missionner tout professionnel de santé pour procéder à une expertise médicale de l'assuré. Dans un tel cas, les frais et honoraires liés à ces opérations d'expertise seront à la charge exclusive de l'organisme assureur.

### Attention

Si vous avez engagé des dépenses pour frais d'optique, prothèses dentaires ou non, appareillages, frais ayant entraîné des dépassements d'honoraires, vérifiez que le montant des frais réels indiqué sur votre décompte Sécurité sociale correspond aux frais effectivement engagés. En cas de différence, faites parvenir au centre de gestion la facture originale justifiant de la dépense réelle et le décompte Sécurité sociale.

### Tiers payant

Chaque salarié complète un bulletin d'affiliation.

Il lui est remis une carte de tiers payant permettant une dispense d'avance de frais dans les conditions mentionnées par ladite carte en conformité avec les articles L.871-1, R.871-1 et R.871-2 du Code de la Sécurité sociale.

Cette carte mentionne explicitement les garanties couvertes en tiers payant par le régime.

Pour bénéficier du tiers payant, vous présentez :

- l'attestation de droits Sécurité sociale ;
- la carte de tiers payant ;
- la prescription médicale s'il y a lieu.

La carte de tiers payant reste la propriété de l'organisme assureur. En cas de départ de l'entreprise (démission, licenciement, retraite,...) ou de résiliation du contrat, vous devez restituer la carte de tiers payant en cours de validité dans un délai de

15 jours suivant votre départ ou suivant la démission du régime de la part de l'adhérent ou la résiliation du contrat.

Vous pouvez géolocaliser les professionnels de santé pratiquant le tiers payant avec l'application mobile Ma Santé téléchargeable sur :

<https://www.ag2ramondiale.fr/conventions-collectives-nationales/ccn-boulangerie-artisanale>

### Carte de tiers payant

Pour savoir si le professionnel de santé pratique le tiers payant, n'hésitez pas à l'interroger en lui présentant votre carte de tiers payant ; votre carte vous évite l'avance de frais.

**Attention :** lorsque vous bénéficiez du tiers payant pharmaceutique « Sécurité sociale » et que vous ne présentez pas votre carte tiers payant, vous devez régler directement la part complémentaire au pharmacien. Dans ce cas, votre pharmacien doit vous remettre une facture acquittée que vous transmettez à votre centre de gestion pour obtenir le remboursement du ticket modérateur.

### Accords de prise en charge

#### En cas d'hospitalisation

Si vous devez être hospitalisé en établissement conventionné (uniquement), le centre de gestion vous délivrera un accord de prise en charge garantissant le paiement des frais médicaux et chirurgicaux engagés, y compris la chambre particulière et le forfait hospitalier, sur la base de la garantie souscrite. Les frais personnels (téléphone, télévision) ne sont pas pris en charge.

Votre demande de prise en charge doit être effectuée au plus tôt 15 jours avant la date d'entrée dans l'établissement conventionné.

Plusieurs possibilités vous sont offertes :

- sur **place** : en présentant votre carte de tiers payant pour que l'établissement hospitalier conventionné effectue cette démarche pour vous ;
- ou par **téléphone** au : 0 969 32 2000 (appel non surtaxé).

#### En matière d'optique

Votre opticien envoie un devis détaillé au centre de gestion. En retour, il reçoit une prise en charge mentionnant le montant de l'intervention l'organisme assureur.

Vous pouvez connaître les opticiens agréés :

- en vous **connectant** à votre espace client sur : <https://www.ag2ramondiale.fr/conventions-collectives-nationales/ccn-boulangerie-artisanale> ;
- ou par **téléphone** au : 0 969 32 2000 (appel non surtaxé).

#### En cas de pose d'une prothèse dentaire

Afin de mieux connaître le montant des frais laissés à votre charge, il est **préférable** de faire établir un devis par votre chirurgien-dentiste. Ce dernier l'adresse au centre de gestion. En retour, il reçoit un courrier mentionnant le montant de l'intervention l'organisme assureur sur chaque acte dentaire. Ainsi, vous connaîtrez, avant d'engager les soins, la somme restant à votre charge.

#### Réseau itelis

Vous pouvez bénéficier du réseau Itelis dans certains domaines comme l'optique et l'audioprothèse ; les services sont disponibles sur le site internet : [www.itelis.fr/particulier-offre-info](http://www.itelis.fr/particulier-offre-info)

...



...

Vous pouvez également consulter la liste des professionnels agréés Itelis avec l'application mobile Ma Santé téléchargeable sur : [www.ag2rlamondiale.fr/sante-prevoyance/mutuelle-sante/decouvrir-l-application-mobile-ma-sante](http://www.ag2rlamondiale.fr/sante-prevoyance/mutuelle-sante/decouvrir-l-application-mobile-ma-sante)

## Quelques informations utiles

### Secteur conventionné / non conventionné

Les frais pris en charge par l'assurance maladie obligatoire varient selon que le prestataire des soins a passé ou non une convention avec l'assurance maladie obligatoire.

### Professionnels de santé

Les professionnels de santé sont dits « conventionnés » lorsqu'ils ont adhéré à la convention nationale conclue entre l'assurance maladie obligatoire et les représentants de leur profession. Ces conventions nationales fixent notamment les tarifs applicables par ces professionnels. On parle alors de base de remboursement. La base de remboursement est opposable, c'est-à-dire que le professionnel de santé s'engage à la respecter. Les honoraires des professionnels de santé conventionnés sont remboursés par l'assurance maladie obligatoire sur la base de remboursement. Toutefois, les médecins conventionnés de « secteur 2 » sont autorisés à facturer avec « tact et mesure » des dépassements d'honoraires sur les bases de remboursement. Cette possibilité de facturer des dépassements est aussi accordée aux chirurgiens-dentistes sur les tarifs de prothèses dentaires. De manière générale, les professionnels de santé ne doivent pas facturer des dépassements d'honoraires aux bénéficiaires de la CMU-C.

Les professionnels de santé « non conventionnés » fixent eux-mêmes leurs tarifs. Les actes qu'ils effectuent sont remboursés sur la base d'un tarif dit « d'autorité » très inférieur à la base de remboursement.

### Établissements de santé

Les frais pris en charge par l'assurance maladie obligatoire dans le cadre d'une hospitalisation varient selon que l'établissement est conventionné ou non. Dans un établissement de santé privé non conventionné, les frais à la charge du patient sont plus importants.

### Médecin traitant et correspondant

Le médecin traitant détermine le parcours de soins afin de permettre une coordination plus efficace entre les différents acteurs. À sa demande, vous pouvez consulter un médecin correspondant (généralement spécialiste mais il peut être généraliste), soit pour un avis ponctuel d'expert, soit pour des soins réguliers. Celui-ci tient informé votre médecin traitant de son diagnostic.

### Parcours de soins coordonnés

Il s'agit d'un circuit que vous devez suivre afin de permettre un meilleur échange d'information et une coordination plus efficace entre vous-même, votre médecin traitant et, le cas échéant, les autres praticiens. Les médecins en accès direct (ophtalmologistes et gynécologues pour certains actes, et les psychiatres pour les 16-25 ans) sont également encouragés à faire un retour d'information au médecin traitant. Pour les consulter directement, il faut cependant avoir déclaré son médecin traitant auprès de la Sécurité sociale au préalable.

### Médecins non conventionnés

Ces praticiens n'adhèrent pas à la convention nationale et ne sont soumis

à aucune contrainte tarifaire. Le remboursement des honoraires effectué par la Sécurité sociale est basé sur le tarif d'autorité.

### **Dispositifs de pratique tarifaire maîtrisée (D.P.T.M.)**

**Option pratique maîtrisée (OPTAM) / Option pratique maîtrisée chirurgie et obstétrique (OPTAM-CO)**

La Sécurité sociale a proposé aux professions médicales pratiquant les dépassements d'honoraires une nouvelle convention leur permettant de facturer librement dans le cadre d'une enveloppe de dépassements annualisée. À ce titre, les honoraires d'un médecin OPTAM / OPTAM-CO sont mieux remboursés (base de remboursement Sécurité sociale supérieure et meilleur remboursement de la complémentaire).

Rendez-vous sur [annuaire.sante.ameli.fr](http://annuaire.sante.ameli.fr) pour trouver les médecins ayant adhéré à l'OPTAM / OPTAM-CO.

### **Participation forfaitaire / franchise**

**Participation forfaitaire d'un euro**  
Cette participation forfaitaire d'un euro est laissée à la charge du patient pour tous les actes et consultations réalisés par un médecin ainsi que pour tous les actes de biologie et de radiologie (sauf cas d'exonération définis par le régime général de la Sécurité sociale).

Le nombre de participations forfaitaires est plafonné à 4 par jour pour le même professionnel de santé et le même bénéficiaire, et à un montant de 50 euros par année civile et par personne. La participation forfaitaire d'un euro n'est pas remboursée par votre complémentaire santé.

### **Franchise**

C'est une somme déduite des remboursements effectués par l'Assurance maladie obligatoire sur les

médicaments, les actes paramédicaux et les transports sanitaires (sauf cas d'exonération définis par le régime général de la Sécurité sociale).

Son montant est de :

- 0,50 € par boîte de médicaments ;
- 0,50 € par acte paramédical ;
- 2 € par transport sanitaire.

La franchise est plafonnée à 50 € par an pour l'ensemble des actes et/ou prestations concernés.

Un plafond journalier a également été mis en place pour les actes paramédicaux et les transports sanitaires :

- pas plus de 2 € par jour sur les actes paramédicaux ;
- pas plus de 4 € par jour pour les transports sanitaires.

Les franchises ne sont pas remboursées par les complémentaires santé.

### **Qu'est-ce que le 100 % santé ?**

Avec le plan « 100 % santé » (ou reste à charge zéro), les pouvoirs publics entendent renforcer l'accès de tous les Français à des soins dentaires, optiques et auditifs de qualité, pris en charge à 100 %.

### **Pourquoi une telle mesure ?**

Lunettes de vue, prothèses dentaires, aides auditives... Ces dispositifs médicaux sont souvent onéreux et les frais assumés par l'assuré (le reste à charge) particulièrement élevés.

En effet, dans les secteurs de l'optique, du dentaire et l'audiologie, les prix sont librement fixés par les professionnels de santé et déconnectés des bases de remboursement de l'assurance maladie obligatoire.

Conséquence : le niveau de dépenses est tel qu'il dissuade aujourd'hui certains de nos concitoyens à s'équiper ou se soigner correctement.

En garantissant une prise en charge intégrale de certaines prestations dans ces trois spécialités, le « 100% santé » a donc pour objectif de prévenir le renoncement aux soins pour raisons financières.

### **En quoi consiste cette réforme ?**

Cette mesure donne accès à des « paniers » de soins dentaires, optiques et auditifs de qualité, intégralement pris en charge par l'Assurance maladie et les complémentaires santé (ou mutuelles). Pour cela, les bases de remboursement de la Sécurité sociale évoluent progressivement et des prix limites de vente (PLV) sont mis en place, que les professionnels de santé concernés ont l'obligation de respecter.

### **Qui peut en bénéficier ?**

Dès lors que vous avez souscrit un contrat de complémentaire santé responsable\* (c'est le cas de la quasi-totalité des complémentaires santé d'entreprise), vous pouvez bénéficier des offres de soins « 100 % santé ».

Celles-ci sont incluses dans les obligations de votre complémentaire et doivent vous être systématiquement proposées par votre opticien, votre audioprothésiste ou votre dentiste, quels qu'ils soient, partout en France.

Votre liberté de choix est néanmoins préservée puisque vous conservez à tout moment la possibilité de choisir d'autres équipements, dont le tarif est libre.

\* Les contrats dits responsables répondent à un certain nombre d'obligations fixées par réglementairement ; en contrepartie, ils se voient appliquer certains avantages fiscaux et sociaux.

### **Ce qui change en optique**

- Votre opticien doit vous proposer une gamme constituée d'au moins 17 montures adultes et 10 montures enfants en 2 coloris différents, à moins de 30 €.

- Les verres corrigent l'ensemble des troubles visuels et comportent des traitements obligatoires (amincissement, anti-rayures et antireflet).
- Vous avez la possibilité de « panacher » l'offre (c'est-à-dire opter pour des verres sans reste à charge et une monture à tarif libre).

### **Ce qui change en dentaire**

Près de la moitié (46 %) des actes prothétiques sont intégralement remboursés.

Vous pouvez bénéficier d'un large choix de prothèses fixes ou mobiles, avec des matériaux dont la qualité esthétique sera adaptée à la localisation de la dent (visible ou non visible).

### **Ce qui change en audiologie**

Les équipements proposés dans ce panier sont de qualité, en termes d'esthétique (dispositifs intra-auriculaires...) mais aussi de performance technique (12 canaux de réglage, amplification sonore d'au moins 30 décibels, système anti-acouphène, réducteur de bruit du vent, etc.)

La base de remboursement des aides auditives par l'assurance maladie obligatoire est doublée (jusqu'à 400 €/oreille).

### **Quand peut-on bénéficier du 100 % santé ?**

La réforme se déploie par étape, suivant un calendrier différent selon les secteurs.

Dès 2019, les restes à charge des assurés diminuent progressivement, jusqu'au remboursement total à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.



# Pour tout renseignement

Pour toute information, n'hésitez pas, contactez-nous :

- AG2R LA MONDIALE  
TSA 37001  
59071 ROUBAIX CEDEX 1  
0969 32 2000 (appel non surtaxé)
- [actionsociale.alimentaire@ag2rlamondiale.fr](mailto:actionsociale.alimentaire@ag2rlamondiale.fr) en cas de besoin de conseil et de soutien face aux imprévus.

## Site internet

- <https://www.ag2rlamondiale.fr/conventions-collectives-nationales/ccn-boulangerie-artisanale> est le site dédié à votre régime frais de santé.

En vous abonnant gratuitement, vous pouvez recevoir vos décomptes sous format électronique directement dans votre messagerie ou consulter en ligne vos décomptes.



# Mes services

## Découvrez notre application mobile « ma santé »

L'application mobile « Ma Santé » a été conçue pour vous aider à bénéficier du tiers payant.

Localisez les pharmaciens, médecins, dentistes, opticiens et autres professionnels de santé qui acceptent votre carte de tiers payant autour de vous.

Affichez votre carte de mutuelle sur votre téléphone mobile.

Pour cela, téléchargez notre application iPhone ou Android :

[www.ag2ramondiale.fr/sante-prevoyance/mutuelle-sante/decouvrir-l-application-mobile-ma-sante](http://www.ag2ramondiale.fr/sante-prevoyance/mutuelle-sante/decouvrir-l-application-mobile-ma-sante)

## L'application mobile « ma santé » en détail

Comment fonctionne l'application mobile « Ma Santé » ?

- Saisissez votre identifiant (même identifiant que votre espace client) pour accéder aux fonctionnalités de l'application.
- Géolocalisez-vous ou renseignez l'adresse de votre choix. Vous aurez ensuite accès aux professionnels de santé (pharmaciens, médecins

généralistes, dentistes, opticiens...) conventionnés auprès de votre réseau de tiers payant, les plus proches de vous ou de l'adresse renseignée.

- Affichez ensuite votre carte de tiers payant dématérialisée. Grâce à l'application « Ma Santé », votre carte est toujours à jour, et à portée de main ! C'est l'assurance de bénéficier du tiers payant, même en cas d'oubli de votre carte papier !

Pour accéder à votre espace client ou pour créer votre compte : [inscription.ag2ramondiale.fr/connexion/](http://inscription.ag2ramondiale.fr/connexion/)

## Les autres services santé

Découvrez tous les services santé en ligne, notamment :

- **demande** en quelques clics la réédition de votre carte de tiers payant (en cas de perte ou de vol) : en cas de perte de votre carte de tiers payant, ou si vous souhaitez obtenir un duplicata de votre carte pour un membre de votre famille, vous pouvez effectuer une demande de réédition de votre carte depuis votre espace client AG2R LA MONDIALE. Un service simple, gratuit et rapide !
- **Localiser** un professionnel de santé acceptant la carte de tiers payant près de chez vous : avec notre Groupe, vous bénéficiez d'avantages

négociés auprès de nos opticiens et de nos audioprothésistes partenaires. Choisir AG2R LA MONDIALE, c'est choisir un groupe qui vous propose une gamme complète de services pour votre santé à des prix adaptés à votre budget.

- **Recevoir** une alerte remboursement santé par e-mail : avec le service de suivi des remboursements santé, recevez une alerte par e-mail lorsqu'un remboursement est effectué sur votre compte bancaire. Un service gratuit, disponible 7j/7, 24h/24.

## **Découvrez notre application mobile « service client »**

Nous vous proposons un service de relation client mobile « Service Client », avec des réponses aux questions les plus fréquentes (FAQ), les numéros de téléphone des différents services et des indications sur la disponibilité des centres de relation client.

Pour cela, téléchargez notre application iPhone ou Android : [www.ag2ramondiale.fr/home/tous-nos-services/decouvrez-notre-application-mo-1.html](http://www.ag2ramondiale.fr/home/tous-nos-services/decouvrez-notre-application-mo-1.html)

## **La foire aux questions (FAQ)**

La foire aux questions propose des réponses qualifiées aux demandes les plus fréquentes que vous pouvez formuler sur un thème donné. Vous pouvez ainsi trouver directement sur votre téléphone mobile la réponse que vous cherchez sans devoir contacter votre service client.

## **Les numéros de service client**

Les numéros de téléphone de l'ensemble des services de relation client sont préprogrammés et disponible dans l'application. Vous n'avez plus à chercher ces numéros dans vos dossiers.

## **La disponibilité du service client**

L'application mentionne pour chaque numéro de téléphone les plages horaires d'ouverture des services. Elle mentionne également à titre indicatif les meilleures périodes d'appels pour vous éviter d'attendre en ligne trop longtemps. Enfin, un questionnaire vous est proposé suite à votre appel afin de nous faire part de votre perception du temps d'attente et de la qualité de traitement de votre demande.

## **Faites-vous rappeler !**

Ne perdez plus de temps, soyez rappelé au numéro de votre choix dès qu'un conseiller est disponible.

Pour accéder à votre espace client ou pour créer votre compte : [inscription.ag2ramondiale.fr/connexion/](http://inscription.ag2ramondiale.fr/connexion/)

# Une politique de prévention ambitieuse pour mieux vous protéger

## Agir pour votre santé bucco-dentaire

Être en bonne santé bucco-dentaire est un indicateur d'une bonne santé en général et dans votre activité, l'exposition quotidienne au sucre à laquelle vous êtes confrontés augmente fortement les risques de développer des caries.

Des gestes simples vous permettent d'agir efficacement au quotidien pour conserver vos dents en bonne santé :

- 2 brossages par jour + 1 brossage en rentrant du travail.
- Utilisez du dentifrice fluoré et du fil dentaire après le brossage du soir.
- Rendez-visitte au moins 2 fois par an à votre dentiste.
- Gardez une alimentation variée et équilibrée.

Retrouvez les bons conseils d'Antoine le boulanger en vidéo :

- [https://youtu.be/-t60vFf\\_QME](https://youtu.be/-t60vFf_QME)



Retrouvez les actions mises en place par votre profession en partenariat avec l'Union Française pour la Santé Bucco-Dentaire (UFSBD) pour votre santé bucco-dentaire :

### Action « Prenez soin de votre sourire, pour votre santé ! » pour tous les salariés

Vous bénéficiez de la prise en charge intégrale d'un examen de prévention chez votre dentiste jusqu'au 30 juin 2020.

### Action « Travaillez avec le sourire ! » auprès des apprentis de 1<sup>er</sup> et/ou 2<sup>e</sup> année dans les CFA

Vous bénéficiez d'une session collective de sensibilisation à l'hygiène et d'un dépistage individuel réalisé par un dentiste de l'UFSBD.



## Agir contre les allergies respiratoires

Vous êtes également exposés régulièrement aux poussières de farine qui sont présentes dans l'air ce qui augmente le risque de développer des allergies respiratoires telles que l'asthme ou la rhinite.

Des gestes simples vous permettent d'agir efficacement au quotidien pour vous protéger les voies respiratoires :

- Versez le sac de farine avec soin.
- Utilisez un tamis pour le fleurage.
- Utilisez un coupe-pâte pour ramasser le surplus de farine.
- Lavez-vous le nez après votre journée de travail.
- Gardez une bonne hygiène de vie quotidienne.

Retrouvez les bons conseils d'Antoine le boulanger en vidéo :

- [https://youtu.be/j0UxSf9\\_fEc](https://youtu.be/j0UxSf9_fEc)



Retrouvez les actions mises en place par votre profession en partenariat Medialane pour prévenir les allergies respiratoires :

### Action auprès des apprentis de 1<sup>re</sup> année dans les CFA

Vous bénéficiez d'une session collective de sensibilisation à l'hygiène respiratoire réalisée par un professionnel de santé de Medialane.

## Maternité et prévention précoce

Le capital santé de chaque individu se construit dès sa conception et en partie au cours des deux premières années de vie. On appelle cette période les 1000 premiers jours de vie.

Grossesse (270 jours)  
+ 1<sup>re</sup> année de l'enfant (365 jours)  
+ 2<sup>e</sup> année de l'enfant (365 jours)  
= 1000 premiers jours

Cette période représente une opportunité majeure en matière de prévention des maladies chroniques non transmissibles telles que le diabète, l'obésité ou bien les maladies cardio-vasculaires qui peuvent prendre racine dès le début de la vie.

Il est important d'agir en amont avant que ces maladies n'apparaissent ou se développent surtout qu'elles sont en nette augmentation en raison de nombreux facteurs environnementaux : mauvaise alimentation, activité physique insuffisante, stress, polluants,...)

Retrouvez les bons conseils d'Antoine le boulanger en vidéo :

- <https://youtu.be/4TO34yi3a2U>



Forte de ce constat, votre profession a souhaité innover par la mise en place d'un module de prévention précoce :

### **Une consultation préconceptionnelle**

Pour préparer au mieux une grossesse lorsque vous avez un projet d'enfant, la rencontre avec un professionnel de santé est une opportunité majeure de prévention.

Vous bénéficiez de la prise en charge d'une consultation pré-conceptionnelle.

### **Un bilan hygiéno-diététique au cours de la grossesse ou du post-partum**

Parce que la bonne gestion du poids au cours de la grossesse ou du post-partum est un enjeu important tant pour la mère que pour l'enfant, vous bénéficiez d'un entretien avec un diététicien.

### **L'accompagnement à l'allaitement dans la durée**

L'allaitement maternel est source de nombreux bénéfices pour l'enfant mais aussi pour la mère (prévention du cancer du sein, et de l'utérus notamment). Ainsi 3 consultations de suivi d'allaitement sont prises en charges pour mieux accompagner les jeunes mères.

### **Un programme de coaching personnalisé**

Votre complémentaire santé vous fait bénéficier d'un suivi par téléphone avec des infirmières tout au long des 1000 premiers jours. Pour être rappelé envoyez votre NOM et PRÉNOM par SMS au 07 55 53 78 42.

## **Détection de l'hypertension artérielle**

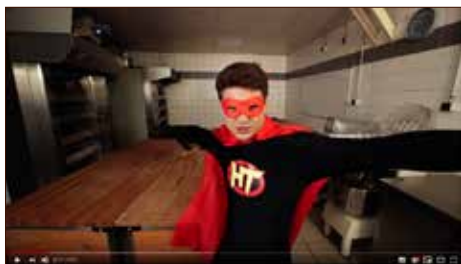
En France l'hypertension artérielle (HTA) touche 20 % de la population adulte et on compte 6,8 millions de personnes hypertendues qui ne seraient pas traitées.

L'hypertension artérielle augmente le risque d'accident vasculaire cérébral (AVC), d'infarctus et d'insuffisance rénale.

Il est donc essentiel de connaître son risque d'hypertension.

Retrouvez les bons conseils d'Antoine le boulanger en vidéo :

- <https://youtu.be/MLn7dNDpHXY>



## Prévention du diabète de type 2

Le diabète touche plus de 3 millions de personnes en France. Dans plus de 90 % des cas, il s'agit d'un diabète de type 2 acquis au cours de la vie. Il évolue lentement, de manière silencieuse, et ne fait pas l'objet d'un dépistage systématique organisé.

Il est en partie dû à une alimentation trop riche en graisses et en sucre, de même qu'à une activité physique inadaptée.

C'est une maladie évitable par la prévention à condition de la détecter suffisamment tôt.

C'est pourquoi, les partenaires sociaux de votre branche professionnelle ont souhaité mettre en place une campagne de prévention nationale du diabète de type 2 pour l'ensemble des salariés, à travers de laquelle les problèmes de santé liés au surpoids et à l'obésité sont abordés.

Retrouvez les bons conseils d'Antoine le boulanger en vidéo :

- <https://youtu.be/D1yNMOP13iY>



# Priorité aux métiers de la boulangerie

## Service de conseil et d'accompagnement à la personne

Vous êtes chef d'entreprise, salarié, apprenti ou retraité, les conseillers FIL + BOULANGERIE sont à votre écoute pour vous informer, vous orienter et vous accompagner dans vos démarches quotidiennes :

- aides financières ;
- transmission d'entreprise ;
- hébergement ;
- démarches administratives ;
- questions juridiques ;
- protection sociale ;
- service d'aide à la vie quotidienne.

## Un service qui vous simplifie la vie !

Sur simple appel au 0 969 366 606 (pris d'un appel local), vous pouvez joindre un conseiller.

### Fil + Boulangerie

Du lundi au vendredi de 9h à 18h et le samedi de 9h à 13h.

## FIL + BOULANGERIE

Service de Conseil et d'accompagnement  
à la personne  
9 h à 18 h du lundi au vendredi - 9 h à 13 h le samedi

**0 969 366 606**

(prix appel local)



AG2R LA MONDIALE



# Confronté à la maladie, bénéficiez d'un second avis médical

## Seakmed

Face à un diagnostic, face à différentes options de traitement, il peut être rassurant et judicieux de demander un second avis médical.

Cette démarche, possible dans le cadre du parcours de soins coordonnés\* peut vous permettre de mieux comprendre le diagnostic ou de confirmer le bien-fondé d'un traitement proposé.

\* Sous condition d'accord et d'information du médecin traitant

Ce service d'orientation et d'accompagnement proposé gratuitement dans le cadre de votre contrat santé est assuré par la société Seakmed. Les données personnelles et médicales nécessaires pour en bénéficier sont protégées par le secret médical et ne sont en aucun cas transmises à votre assureur santé. Si vous le souhaitez, conformément au Code de Déontologie médicale, la société en charge du service peut tenir informer votre médecin traitant.

Pour en savoir plus ou bénéficier du service, contacter le 06 47 10 51 95, du lundi au vendredi de 9h à 18h.



# Le fonds d'action sociale salariés

Vous êtes en situation de détresse suite à un problème grave de santé qui engendre des frais exceptionnels qui déséquilibrent votre budget?

Vous pouvez obtenir une aide exceptionnelle !

La commission nationale paritaire de votre profession examinera avec attention votre situation et se mobilisera pour vous apporter le soutien que vous demandez.

Exemples d'aides possibles:

- Aide financière possible en cas de reste à charge important sur des soins de santé.
- Participation à l'acquisition des équipements spécifiques aux personnes handicapées ou invalides.
- Aides aux frais de déplacements occasionnés par l'hospitalisation d'un proche.
- Autres dépenses liées aux soins de santé ...

Téléchargez le formulaire de demande d'intervention sociale sur le site

<https://www.ag2ramondiale.fr/conventions-collectives-nationales/ccn-boulangerie-artisanale/conseil-l-action-sociale-au-profit-de-la-ccn-boulangerie-artisanale>

Pour toute demande d'information

[bgprotectionsocialeboulangerie@ag2ramondiale.fr](mailto:bgprotectionsocialeboulangerie@ag2ramondiale.fr)



# L'offre AG2R LA MONDIALE pour les entreprises, une gamme étendue de solutions en protection sociale

## **Santé**

Complémentaire santé collective

## **Prévoyance**

Incapacité et invalidité

Décès

## **Retraite supplémentaire**

Plan d'épargne retraite entreprises  
(Article 83)

Retraite supplémentaire à prestations  
définies (Article 39)

## **Épargne salariale**

Plan épargne entreprise (PEE)

Plan épargne retraite collectif (PERCO)

Compte épargne temps (CET)

## **Passifs sociaux**

Indemnités fin de carrière (IFC)

Indemnités de licenciement (IL)

## **Engagement sociétal**

Prévention et conseil social

Accompagnement

### **AG2R LA MONDIALE**

14-16 bd Malesherbes

75008 PARIS

Tél. : 0 969 32 2000 (appel non surtaxé)

[www.ag2rlamondiale.fr](http://www.ag2rlamondiale.fr)

### **AG2R Prévoyance**

Institution de prévoyance régie par le Code de la  
Sécurité sociale - Membre d'AG2R LA MONDIALE  
et du GIE AG2R - 14/16 boulevard Malesherbes  
75008 PARIS - SIREN 333 232 270.